



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Réception des soumissions - TPSGC / Bid
Receiving - PWGSC
1550, Avenue d'Estimauville
1550, D'Estimauville Avenue
Québec
Québec
G1J 0C7

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
TPSGC/PWGSC
601-1550, Avenue d'Estimauville
Québec
Québec
G1J 0C7

Title - Sujet Navires Hero - Modification cuisine	
Solicitation No. - N° de l'invitation F3775-16N795/A	Date 2016-12-20
Client Reference No. - N° de référence du client F3775-16N795	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$QCL-036-17000	
File No. - N° de dossier QCL-6-39285 (036)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-01-24	Time Zone Fuseau horaire Heure Normale du l'Est HNE
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Gagnon, Mathieu	Buyer Id - Id de l'acheteur qcl036
Telephone No. - N° de téléphone (418) 649-2883 ()	FAX No. - N° de FAX (418) 648-2209
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: NGCC A. Leblanc et Caporal Kacble Pêches et Océans Canada- Garde côtière 101 Boul. Champlain QUEBEC Québec G1K7Y7 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée Voir doc.	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Compte-rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission
- 2.4 Lois applicables
- 2.5 Conférence des soumissionnaires
- 2.6 Visite du navire
- 2.7 Durée du contrat
- 2.8 Installation de carénage (*Non utilisée*)
- 2.9 Liste des sous-traitants proposés
- 2.10 Plan de contrôle de la qualité
- 2.11 Plan des essais et des inspections
- 2.12 Radoub, réparation ou carénage de navires – coûts

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

- 5.1 Généralité
- 5.2 Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité (*Non utilisée*)
- 6.2 Capacité financière (*Non utilisée*)
- 6.3 Locaux (*Non utilisée*)
- 6.4 Stationnement (*Non utilisée*)
- 6.5 Soutien matériel et d'approvisionnement (*Non utilisée*)
- 6.6 Indemnisation des accidents du travail - Lettre d'attestation de régularité (*Non utilisée*)
- 6.7 Certification relative au soudage
- 6.8 Convention collective valide (*Non utilisée*)
- 6.9 Calendrier de travail et rapports (*Non utilisée*)
- 6.10 Approvisionnement en carburant et débarquement du carburant des navires du Canada (*Non utilisée*)
- 6.11 ISO 9001:2000 - Systèmes de management de la qualité (*Non utilisée*)
- 6.12 Protection de l'environnement
- 6.13 Exigences en matière d'assurances

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Exigences relatives aux assurances
12. Garantie financière (*Non utilisée*)
13. Locaux (*Non utilisée*)
14. Stationnement (*Non utilisée*)
15. Liste des contrats de sous-traitance et des sous-traitants
16. Calendrier des travaux et rapports
17. Matériaux isolants - Sans amiante
18. Prêts d'équipement - Maritime (*Non utilisée*)
19. Niveaux de qualification
20. Soutien matériel et d'approvisionnement (*Non utilisée*)
21. ISO 9001:2008 - Systèmes de management de la qualité (*Non utilisée*)
22. Plan de contrôle de la qualité
23. Certification relative au soudage
24. Protection de l'environnement
25. Approvisionnement en carburant et débarquement du carburant des navires du Canada (*Non utilisée*)
26. Modifications techniques ou travaux supplémentaires
27. Équipement/Systèmes: Inspection/essai
28. Plan des essais et des inspections
29. Garde du navire (*Non utilisée*)
30. Radoub du navire avec équipage
31. Réunion préalable au réaménagement
32. Réunions
33. Travaux en cours et acceptation
34. Autorisations
35. Déchets dangereux
36. Règlements concernant les emplacements du gouvernement
37. Rebuts et déchets
38. Stabilité (*Non utilisée*)
39. Navire - accès du Canada (*Non utilisée*)
40. Titre de propriété – navire (*Non utilisée*)
41. Contrat de défense
42. Limitation de la responsabilité de l'entrepreneur au titre de dommages subis par le Canada

Solicitation No – N° de l'invitation Amd. No. – N° de la modif.
F3775-16N975/A
Client Ref No. – N° de réf. du client File No. – N° du dossier
F3775-16N975 QCL-6-39285

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

Liste des annexes

Annexe A	Devis technique
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Exigences relatives aux assurances
Annexe D	Inspection/Assurance de la qualité/Contrôle de la qualité
Annexe E	Garantie
Annexe F	Garde du navire (<i>Non utilisée</i>)
Appendice 1 à l'annexe F	Certificat d'acceptation (<i>Non utilisée</i>)
Annexe G	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (<i>Non utilisée</i>)
Annexe H	Services de gestion de projet (<i>Non utilisée</i>)
Annexe I	Feuilles de présentation de la soumission financière
Appendice 1 à l'annexe I	Feuilles de prix par article
Annexe J	Feuilles de renseignement sur les prix
Annexe K	Feuilles d'informations techniques

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions et de contrat subséquent compte sept (7) parties ainsi que des annexes comme suit :

- | | |
|-----------------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions. On y précise qu'en présentant une soumission, le soumissionnaire s'engage à respecter les clauses et conditions énoncées dans toutes les parties de la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leurs soumissions; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations : comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; |
| Partie 7 | Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement et autres annexes.

1.2 Sommaire

- (i) Le besoin est:
- a) Effectuer les travaux concernant les navires de la Garde côtière canadienne de la classe HERO listés ici-bas, conformément aux spécifications techniques qui figurent à l'Annexe A. Les navires seront positionnés comme suit pour les travaux;
- NGCC Caporal Kaeble, Base de la GCC, Sorel, QC.
 - NGCC A. Leblanc, Base de la GCC, Sorel, QC.
 - NGCC Constable Teather, , Base de la GCC, Burlington, ON.
 - NGCC Constable Carriere, Base de la GCC, Burlington, ON.
 - NGCC Private Robertson, Base de la GCC, Burlington, ON.
- b) Effectuer tous les travaux imprévus et approuvés qui ne sont pas mentionnés au paragraphe a. ci-dessus.
- (ii) Les dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) s'appliquent à ce marché. Ce marché est exclu de l'ALENA [voir chapitre 10, Annexe 1001.2b, alinéa 1 a)] et de l'OMC-AMP (voir l'Annexe 4).

Solicitation No – N° de l'invitation Amd. No. – N° de la modif.
F3775-16N975/A
Client Ref No. – N° de réf. du client File No. – N° du dossier
F3775-16N975 QCL-6-39285

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat)(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2016-04-04) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **sept (7)** jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province de Québec ou de l'Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Conférence des soumissionnaires - Navire (Facultative)

Une conférence des soumissionnaires présidée par l'autorité contractante aura lieu à bord du navire NGCC Caporal Kaeble, à 10h30, le 11 janvier 2017 et à bord du NGCC Constable Teather, à 09h00, le 12 janvier 2017. Le NGCC Caporal Kaeble sera amarré à la base de la GCC de Sorel, au 15 rue Prince, Sorel, Qc, J3P 4A4 et le NGCC Constable Teather sera amarré à la base de la GCC de Burlington, au 867 Lakeshore Road, Burlington, On, L7S 1A1.

Une confirmation de présence est requise avant 11 :00, le 6 janvier 2017.

Il est recommandé que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier participe à la conférence des soumissionnaires afin de passer en revue l'étendue des travaux et de recevoir des éclaircissements et des renseignements supplémentaires. Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante pour confirmer leur présence. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite pourront tout de même présenter une soumission. Les soumissionnaires devront fournir à l'autorité contractante le nom des personnes qui assisteront à la conférence au plus tard deux jours avant la conférence. L'autorité contractante aura une feuille de présence qui devra être signée par le représentant du soumissionnaire. Toute précision ou tout changement à la demande de soumission à la suite de la conférence ou de la visite subséquente du navire sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

2.6 Visite du navire (Facultative)

Une visite des lieux des NGCC Caporal Kaeble et NGCC A. Leblanc sera tenue immédiatement après la conférence des soumissionnaires du 11 janvier 2017, et une visite des lieux des NGCC Constable Teather, NGCC Constable Carriere et NGCC Private Robertson sera tenue immédiatement après la conférence des soumissionnaires du 12 janvier 2017.

2.7 Durée du contrat

La période du contrat est en vigueur à partir de la date d'octroi du contrat jusqu'à 2 ans après l'octroi du contrat pour exercer l'option des travaux optionnels.

2.7.1 Période des travaux

Les travaux d'installation doivent commencer et se terminer comme suit :

Pour les travaux inclus lors de l'octroi initial du contrat :

Début des travaux : 27 janvier 2017

Fin des travaux : 31 mars 2017 ou neuf semaines suite à l'octroi du contrat (à la date la plus hâtive).

Pour les travaux optionnels exercés après l'octroi initial du contrat :

Début des travaux : au plus tard 12 semaines suite l'exercice de l'option par le Canada

Fin des travaux : au plus tard trois semaines suite au début des travaux

Le soumissionnaire reconnaît, en présentant sa réponse à la demande de soumissions, que le calendrier susmentionné constitue une période adéquate pour effectuer les travaux nécessaires et absorber une quantité raisonnable de travaux non prévus et, en outre, qu'il dispose de suffisamment de matériel et de ressources humaines pour effectuer les travaux ainsi qu'une quantité raisonnable de travaux non prévus, pendant la période des travaux.

2.8 Installations de carénage (Non utilisée)

2.9 Liste des sous-traitants proposés

Lorsque la soumission comprend le recours à des sous-traitants pour l'exécution des travaux, le soumissionnaire s'engage, à la demande de l'autorité contractante, à fournir une liste de tous les sous-traitants, y compris une description des articles à acheter, une description des travaux à exécuter et l'emplacement où ces travaux seront exécutés. La liste ne devrait pas comprendre l'achat d'articles et de logiciels du commerce, et des articles et du matériel standard fabriqués habituellement par les fabricants dans le cours normal de leurs affaires ou la fourniture des services connexes qui peuvent habituellement faire l'objet de sous-traitance dans le cadre de l'exécution des travaux (p. ex. La sous-traitance évaluée à moins de 2 000,00\$).

2.10 Plan de contrôle de la qualité

À la demande écrite de l'autorité contractante, le soumissionnaire doit fournir au Canada un exemple de son PCQ, comme appliqué sur des projets antérieurs de même nature.

2.11 Plans des essais et des inspections

À la demande écrite de l'autorité contractante, le soumissionnaire doit fournir au Canada un exemple de son plan d'essais et d'inspection pour chacun des items du devis.

2.12 Radoub, réparation ou carénage de navires – coûts

Toutes les charges, coûts et débours consécutifs à l'exécution des travaux, incluant tous les articles décrits aux conditions générales supplémentaires 1029 (2010-08-16) Réparation de navires, section (07) sont inclus dans le prix d'évaluation (et dans le prix du contrat), incluant sans s'y limiter:

1. **Services** (*Non utilisée*)
2. **Carénage et désarrimage** (*Non utilisée*)
3. **Inspecteurs de maintenance/Services de supervision** : comprend tous les coûts pour les services d'inspecteurs de maintenance ou des services de supervision incluant les services de représentants des fabricants, les ingénieurs, etc.
4. **Enlèvements** : comprend tous les coûts pour les enlèvements nécessaires pour exécuter les travaux, et pour lesquels le soumissionnaire retenu sera responsable, qu'ils soient ou non indiqués dans les spécifications, sauf les enlèvements non évidents lorsqu'on examine le navire ou les dessins. Le soumissionnaire retenu devra aussi assurer l'entreposage sûr des éléments enlevés, et leur réinstallation à la fin des travaux. Il devra assumer le renouvellement des éléments endommagés pendant l'enlèvement.
5. **Mise à l'abri, installation des échafaudages, manutention par grue et transport** : comprend le coût de toutes les activités de mise à l'abri, d'installation d'échafaudage, y compris les rampes, de manutention par grue et transport, en vue d'exécuter les travaux indiqués.

Le soumissionnaire retenu sera responsable du coût de toutes les modifications d'installations nécessaires pour se conformer aux règlements applicables de sécurité.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I:	Soumission de gestion (1 copie papier)
Section II:	Soumission technique (3 copies papier)
Section III:	Soumission financière (1 copie papier)
Section IV:	Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I: Soumission de gestion

La soumission de gestion devrait être concise et devrait inclure toutes les attestations et les autres documents exigés dans les parties 4 et 6.

Section II : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Dans leur soumission les soumissionnaires doivent décrire leur capacité et leur expérience ainsi que l'équipe de gestion de projet et inclure le contact du ou des client(s).

Solicitation No – N° de l'invitation Amd. No. – N° de la modif.
F3775-16N975/A
Client Ref No. – N° de réf. du client File No. – N° du dossier
F3775-16N975 QCL-6-39285

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

Section III : Soumission financière

1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement reproduite à l'annexe « I ». Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section IV : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

3.1.2 Clauses du guide des CCUA

C0417T (2008-05-12) Travaux imprévus et prix d'évaluation

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Exigences obligatoires

Les réponses à cet appel d'offres seront examinées pour déterminer si elles respectent la liste de contrôle des livrables obligatoires détaillés aux parties 2, 4, 5 et 6. Les soumissionnaires doivent traiter suffisamment en détail chaque exigence afin de permettre une analyse complète de la part de l'équipe d'évaluation. Seules les soumissions qui respectent toutes les exigences obligatoires seront jugées recevables.

4.1.2 Liste des exigences obligatoires à rencontrer à la fermeture des soumissions

Nonobstant les exigences touchant les livrables mentionnés ailleurs dans cette demande de soumission et dans ses spécifications techniques connexes, voici les seuls livrables obligatoires qui doivent être présentés avec les documents de la soumission au moment de la fermeture des soumissions. Les éléments suivants sont obligatoires et le soumissionnaire doit présenter chacun d'eux pour que sa soumission soit jugée recevable.

Élément	Description	Remplie et joint
1	Annexe I Feuille de présentation de la soumission financière dûment remplie, et;	À la fermeture des soumissions
2	Appendice 1 à l'annexe I - Feuille de prix par article	À la fermeture des soumissions
3	Lettre ou preuve d'assurance selon la clause 6.13 de la partie 6	À la fermeture des soumissions
4	Annexe K - Feuilles d'informations techniques dûment remplies selon la clause 4.1.5 de la partie 4.	À la fermeture des soumissions

4.1.3 Autres exigences sur demande seulement

Les renseignements suivants qui viennent en appui à la soumission peuvent être demandés par l'autorité contractante au soumissionnaire et doivent être fournies dans les **deux (2) jours** ouvrables après une demande écrite à cet effet:

Élément	Description	Remplie et joint
1	Liste de sous-traitants proposés, selon la clause 2,9 de la partie 2;	Avant l'octroi du contrat
2	Plan de contrôle de la qualité, selon la clause 2,10 de la partie 2;	Avant l'octroi du contrat
3	Plan des essais et des inspections, selon la clause 2,11 de la partie 2;	Avant l'octroi du contrat
4	Preuve d'attestation de soudure, selon la clause 6.7 de la partie 6;	Avant l'octroi du contrat
5	Plan d'intervention en cas d'éco-urgence, selon la clause 6.12 de la partie 6;	Avant l'octroi du contrat
6	Annexe J - Feuille de renseignements sur les prix	Avant l'octroi du contrat

4.1.4 Produits livrables après l'attribution du contrat

Élément	Description	Doit être fourni après l'attribution du Contrat, dans les
1	Exigences en matière d'assurance, selon la clause 7.11, partie 7	5 jours civils
2	Calendrier des travaux et rapports, selon la clause 7.16, partie 7	5 jours civils
3	Plan de contrôle de la qualité, selon la clause 7.22, partie 7	5 jours civils

4.1.5 Évaluation technique

Les critères techniques **obligatoires** sont inclus dans le tableau 4.1.5.1 ci-dessous. Les critères techniques **obligatoires** seront évalués à partir de la réalisation de projets similaires.

Par projet similaire on entend:

1- Un projet de fabrication ou transformation de cuisine sur un navire commercial d'une valeur de **50,000.00 CAD** ou plus.

Pour chaque projet similaire les soumissionnaires doivent fournir, au minimum, les informations suivantes:

- Titre du projet;
- Valeur du projet;
- Références de l'utilisateur/client;
- Dates exactes du projet (mois et année de début et de fin/livraison);
- Description du projet et du résultat final.

Si l'information fournie n'est pas suffisante pour confirmer la pertinence des projets réalisés par rapport aux exigences ci-dessus, la soumission sera déclaré non recevable.

Une vérification auprès des utilisateurs des projets en référence pour attester l'exactitude des renseignements pourrait être faite. Si les utilisateurs ne sont pas disponibles ou réfutent les informations fournies par le soumissionnaire, le projet sera déclaré non recevable.

Produit équivalents (Clause B3000T – 2006-06-16)

1. Les produits dont la forme, l'ajustage, la fonction et la qualité sont équivalents aux articles spécifiés dans la demande de soumissions seront pris en considération si le soumissionnaire :
 - a. indique la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit de remplacement;
 - b. déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article indiqué;
 - c. fournit les caractéristiques complètes et les imprimés descriptifs pour chaque produit de remplacement;
 - d. présente une déclaration de conformité comprenant des caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement répond à tous les critères de rendement obligatoires précises dans la demande de soumissions, et;

- e. indique clairement les parties des caractéristiques et des imprimés descriptifs qui confirment que le produit de remplacement est conforme aux critères de rendement obligatoires.
2. Les produits offerts comme équivalents sur les plans de la forme, de l'ajustage, de la fonction et de la qualité ne seront pas pris en considération si :
- a. la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité contractante de pleinement évaluer l'équivalence de chaque produit de remplacement, ou;
 - b. le produit de remplacement ne répond pas aux critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions visant l'article en question ou ne les dépasse pas.
3. Lorsque le Canada évalue une soumission, il peut, sans toutefois y être obligé, demander aux soumissionnaires qui offrent un produit de remplacement de démontrer, à leurs propres frais, que le produit de remplacement est équivalent à l'article indiqué dans la demande de soumissions.

Tableau 4.1.5.1 : Critères d'évaluation techniques obligatoires

Critères d'évaluation	Critères obligatoires
1- Expérience pertinente de l'entreprise	L'entreprise doit avoir réalisé un minimum de 2 projets similaires au cours des 5 dernières années.
2- Critères d'équivalence du four	Démontrer que le four proposé rencontre les critères d'équivalence suivant
2a- Poids	Poids maximum de 210 livres
2b- Homologation	Le four doit avoir une homologation CSA ou UL
2c- Vapeur et convection	Le four doit avoir les fonctionnalités cuisson et à convection.
2d- Écran tactile	Le four doit être équipé d'un écran tactile intégré.
2e- Mode nettoyage complètement automatique	Le four doit un mode de nettoyage complètement automatique
2f- Capacité d'espace	Le four doit avoir une capacité de d'utilisation de 3 tablettes de cuisson simultanément
2g- Dimension des tablettes de cuisson	Les dimensions des tablettes du four doivent être au minimum de 12" x 20"
3- Critères d'équivalence de la plaque de cuisson	Démontrer que le la plaque de cuisson proposée rencontre les critères d'équivalence suivant
3a- Puissance de la plaque de cuisson	Chaque surface de chauffage doit avoir une puissance minimum de 3500W
3b- Homologation	La plaque de cuisson doit avoir une homologation CSA ou UL
3c- Dimensions de la plaque de cuisson	La plaque de cuisson avoir une surface pouvant accueillir quatre chaudrons de 15" en même temps
3d- Protection de la plaque de cuisson	La plaque de chauffage doit être munie d'un dispositif contre la surchauffe

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le [Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>) dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation](#) remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité *(Non utilisée)*

6.2 Exigences financières *(Non utilisée)*

6.3 Locaux *(Non utilisée)*

6.4 Stationnement *(Non utilisée)*

6.5 Soutien matériel et d'approvisionnement *(Non utilisée)*

6.6 Indemnisation des accidents du travail - Lettre d'attestation de régularité *(Non utilisée)*

6.7 Certification relative au soudage

À la demande écrite de l'autorité contractante, le soumissionnaire doit démontrer qu'il a les qualifications nécessaires en matière de soudage, conformément à ce qui suit :

Le soudage doit être effectué par une compagnie approuvée par le Bureau canadien du soudage (BCS) selon les exigences des normes suivantes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) :

- a) CSA W47.1, Certification des compagnies de soudage par fusion des structures d'acier, section 2; et
- b) CSA W59, Construction soudée en acier (soudage à l'arc).

En outre, le soudage doit être effectué conformément aux exigences des dessins et des spécifications connexes.

6.8 Convention collective valide *(Non utilisée)*

6.9 Calendrier de travail et rapports *(Non utilisée)*

6.10 Approvisionnement en carburant et débarquement du carburant des navires du Canada *(Non utilisée)*

6.11 ISO 9001:2008 - Systèmes de management de la qualité *(Non utilisée)*

6.12 Protection de l'environnement

À la demande écrite de l'autorité contractante, le soumissionnaire doit présenter les détails de son plan d'intervention en cas d'éco-urgences, de ses procédures de gestion des déchets ou de la formation environnementale entreprise par ses employés.

6.13 Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe "C".

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

1. Besoin

L'entrepreneur doit:

- a) Effectuer les travaux concernant les navires de la Garde côtière canadienne de la classe HERO listés ici-bas, conformément aux spécifications techniques qui figurent à l'Annexe A. Les navires seront positionnés comme suit pour les travaux;
 - NGCC A. Leblanc, Base de la GCC, Sorel, QC.
 - NGCC Caporal Kaible, Base de la GCC, Sorel, QC.
 - NGCC Private Robertson, Base de la GCC, Burlington, ON.
 - NGCC Constable Carriere, Base de la GCC, Burlington, ON.
 - NGCC Constable Teather, Base de la GCC, Burlington, ON.
- b) Effectuer tous les travaux imprévus et approuvés qui ne sont pas mentionnés au paragraphe a) Ci-dessus.

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://ccua-sacc.tpsgc-pwgc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp) (<https://ccua-sacc.tpsgc-pwgc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) [achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat](https://ccua-sacc.tpsgc-pwgc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp)) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC à l'adresse suivante : <http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>.

2.1 Conditions générales

2030 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante (*à l'exception du paragraphe 26 "Responsabilité" qui est annulée dans sa totalité et remplacée par l'article 7.42, ci-dessous*)

Le paragraphe 22 « Garantie » du document 2030, Conditions générales – besoins plus complexes de biens, est modifié dans l'Annexe « E » - Garantie.

2.2 Conditions générales supplémentaires

1029 (2010-08-16), Réparation des navires, excluant l'article 9, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

3. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

4. Durée du contrat

La période du contrat est en vigueur à partir de la date d'octroi du contrat jusqu'à 2 ans après l'octroi du contrat pour exercer l'option des travaux optionnels.

4.1 Période des travaux

Les travaux d'installation doivent commencer et se terminer comme suit :

Pour les travaux inclus lors de l'octroi initial du contrat :

Début des travaux : 27 janvier 2017

Fin des travaux : 31 mars 2017 ou neuf semaines suite à l'octroi du contrat (à la date la plus hâtive).

Pour les travaux optionnels exercés après l'octroi initial du contrat :

Début des travaux : au plus tard 12 semaines suite l'exercice de l'option par le Canada

Fin des travaux : au plus tard trois semaines suite au début des travaux

Le soumissionnaire reconnaît, en présentant sa réponse à la demande de soumissions, que le calendrier susmentionné constitue une période adéquate pour effectuer les travaux nécessaires et absorber une quantité raisonnable de travaux non prévus et, en outre, qu'il dispose de suffisamment de matériel et de ressources humaines pour effectuer les travaux ainsi qu'une quantité raisonnable de travaux non prévus, pendant la période des travaux.

4.2 Biens et (ou) services optionnels

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux, qui sont décrits à l'annexe A du contrat selon les mêmes conditions et aux prix et(ou) aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 12 semaines avant le début des travaux attendus.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Mathieu Gagnon

Chef aux approvisionnements (Marine)

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Région du Québec, Division marine
1550, avenue D'Estimauville, Québec, (Québec) G1J 0C4, Québec, Canada

mathieu.gagnon@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Téléphone: (418) 649-2883

Télécopieur: (418) 648-2209

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Autorité technique

L'autorité technique pour ce contrat est:

Sera déterminé à l'adjudication

Téléphone: _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Responsable de l'inspection

L'autorité pour l'assurance de la qualité pour le contrat est :

Même que ci-haut en 5.2

Le responsable de l'inspection est le ministère des Pêches et des Océans - Garde côtière canadienne qui est, aux fins de la présente demande, l'inspecteur responsable de l'inspection des travaux et de l'acceptation de l'ouvrage fini aux termes de la présente demande. Le responsable de l'inspection sera représenté sur place par un inspecteur présent sur les lieux et désigné et pour tout autre inspecteur du gouvernement du Canada désigné de temps à autre pour soutenir l'inspecteur présent sur les lieux.

5.4 Représentant de l'entrepreneur *(Sera déterminé à l'adjudication)*

Le représentant de l'entrepreneur pour ce contrat est:

Nom : _____
Titre : _____
Téléphone: _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

6. Paiement

6.1 Base de paiement - prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé le prix ferme indiqué à l'annexe B. La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu. Le paiement pour les travaux imprévus sera effectué conformément à la Base de paiement décrite à l'annexe B.

6.2 Modalités de paiement - Paiements progressifs

1. Le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux dispositions de paiement du contrat, à raison de une fois par mois au plus, pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, jusqu'à concurrence de 90 p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si:
 - a) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
 - b) le montant réclamé est conforme à la base de paiement;
 - c) la somme de tous les paiements progressifs effectués par le Canada ne dépasse pas 90 p. 100 de la totalité du montant à verser en vertu du contrat;
 - d) toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés.
2. Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque tous les travaux exigés au contrat auront été complétés et livrés si les travaux ont été acceptés par le Canada et une demande finale pour le paiement est présentée.
3. Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et des vérifications provisoires du temps et des coûts et apporter lorsqu'il y a lieu des correctifs au contrat pendant l'exécution des travaux. Tout paiement en trop qui résulte du versement des paiements progressifs ou d'une autre cause doit être remboursé rapidement au Canada.

6.3 Clauses du guide des CCUA

Clause du Guide des CCUA C6000C (2011-05-16) Limite de prix

7. Instructions relatives à la facturation

- 7.1 L'entrepreneur doit présenter des factures qui contiennent les renseignements exigés aux Conditions générales 2030 (2016-04-04) article 13.

7.2 Factures

Les factures doivent être faites pour le compte de:

DFOinvoicing-MPOfacturation@dfo-mpo.gc.ca

Écrire le nom de la personne contact;

Adresse postale :

Pêches et Océans Canada

PO Box 1901, STN A, Fredericton (Nouveau-Brunswick), E3B 5G4

Une copy électronique doit être transmis pour vérification à:

mathieu.gagnon@tpsgc-pwgsc.gc.ca

8. Attestations

8.1 Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 1029 (2010-08-16) Réparation des navires;
- c) les conditions générales - 2030 (2016-04-04) besoins plus complexe de biens;
- d) l'Annexe A, Devis technique;
- e) l'Annexe B, Base de paiement;
- f) l'Annexe C, Exigences en matière d'assurance;
- g) l'Annexe D, Inspection/Assurance de la qualité/Contrôle de la qualité;
- h) l'Annexe E, Garantie;
- i) l'Annexe I, Feuille de présentation financière;
- j) la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

11. Exigences relatives aux assurances

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C, et il doit maintenir la protection requise en vigueur pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégagera pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit transmettre à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours civils suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance qui décrit en détail la protection, les exclusions, les franchises et les conditions applicables et confirme que la police d'assurance se conformant aux exigences est en vigueur. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

12. Garantie financière (*Non utilisée*)

13. Locaux (*Non utilisée*)

14. Stationnement *(Non utilisée)*

15. Liste des contrats de sous-traitance et des sous-traitants

L'autorité contractante doit être avisée, par écrit, de tout changement apporté à la liste des sous-traitants, avant qu'ils commencent à travailler.

Lorsqu'un entrepreneur sous-traite certains travaux, un exemplaire du bon de commande de sous-traitance doit être remis à l'autorité contractante. En outre, l'entrepreneur doit surveiller les progrès de la sous-traitance et informer le responsable de l'inspection des étapes pertinentes des travaux afin d'en permettre l'inspection lorsque ce dernier le juge nécessaire.

16. Calendrier des travaux et rapports

L'entrepreneur doit fournir, dans les **cinq (5) jours** civils suivant l'attribution du contrat, un calendrier des travaux provisoire révisé et rajusté avant le début des travaux, s'il y a lieu.

L'entrepreneur doit fournir un calendrier détaillé des travaux précisant les dates de début et d'achèvement des travaux au cours de la période des travaux, y compris des dates cibles réalistes pour les jalons importants. Pendant la période des travaux, le calendrier sera réévalué sur une base continue par le responsable de l'inspection et par l'entrepreneur, mis à jour au besoin et disponible dans le bureau de l'entrepreneur aux fins d'examen par les autorités du Canada pour déterminer l'avancement des travaux.

Le calendrier des travaux doit être révisé et resoumis avant chaque réunion d'avancement des travaux. L'échéancier révisé doit indiquer les répercussions des travaux connus et des travaux imprévus. Les changements dans les dates d'achèvement des travaux planifiées causées par des travaux imprévus ne seront pas acceptés sauf si négociés en conformité avec la clause Procédure pour modifications techniques ou travaux supplémentaires, article 26.

17. Matériaux isolants - Sans amiante

Tous les matériaux utilisés pour isoler une surface à l'intérieur du navire devront respecter les normes maritimes de Transports Canada pour les travaux maritimes commerciaux et, pour tous les travaux, être exempts d'amiante sous quelque forme que ce soit. L'entrepreneur devra veiller à ce que toutes les machines et l'équipement situés dessous ou adjacents à des surfaces devant être ré-isolées soient adéquatement couvertes et protégées avant d'enlever l'isolation existante.

18. Prêts d'équipement – Maritime *(Non utilisée)*

19. Niveaux de qualification

L'entrepreneur doit faire appel à des gens de métier qualifiés, certifiés (le cas échéant) et compétents et les superviser pour garantir un niveau élevé uniforme de qualité d'exécution. Le responsable de l'inspection peut demander de consulter et d'inscrire les détails des attestations ou des compétences des gens de métier de l'entrepreneur. Cette demande ne doit pas être exercée indûment, mais viser uniquement à garantir que ce sont des gens de métier qualifiés qui exécutent les travaux nécessaires.

20. Soutien matériel et d'approvisionnement *(Non utilisée)*

21. ISO 9001-2008 - Systèmes de management de la qualité *(Non utilisée)*

22. Plan de contrôle de la qualité

L'entrepreneur doit mettre en œuvre et suivre le plan qualité - contrat qui a été préparé selon la dernière édition (à la date du contrat) d'ISO10005 Systèmes de management de la qualité - Lignes directrices pour les plans qualité, lequel a été approuvé par le responsable de l'inspection et le responsable technique. Le plan qualité devra décrire comment l'entrepreneur entend se conformer aux exigences de qualité spécifiées dans le contrat et spécifier comment les activités reliées à la qualité se dérouleront incluant l'assurance de la qualité des sous-traitants. L'entrepreneur doit inclure une matrice qui permet de retracer les éléments des exigences de la qualité spécifiés aux paragraphes du plan qualité où l'élément a été traité.

Les documents mis en référence au plan qualité doivent être disponibles à la demande du responsable de l'inspection.

L'entrepreneur doit effectuer les modifications appropriées au plan pendant la durée du contrat de façon à refléter les activités de qualité en cours ou planifiées. Le responsable de l'inspection et le responsable technique doivent être en accord avec les modifications apportées au plan qualité.

Veillez consulter l'annexe D pour de plus amples détails sur les exigences visant le plan qualité.

23. Certification relative au soudage

Le soudage ne doit être effectué que par une compagnie approuvée par le Bureau canadien du soudage (BCS) selon les exigences des normes suivantes de l'Association canadienne de normalisation (CSA):

- a) CSA W47.1, Certification des compagnies de soudage par fusion des structures d'acier, section 2; et
- b) CSA W59, Construction soudée en acier (soudage à l'arc).

En outre, le soudage doit être effectué conformément aux exigences des dessins et des spécifications connexes.

Avant le début de tout travail de fabrication, et à la demande du responsable de l'inspection, l'entrepreneur doit fournir des procédures de soudage approuvées ou une liste du personnel qu'il souhaite utiliser pour effectuer les travaux. Cette liste doit préciser les qualifications que possède chaque personne relativement aux procédures de soudage du BCS et doit être accompagné d'un exemplaire de la certification actuelle de chaque personne en matière de soudure, selon les normes du BSC.

24. Protection de l'environnement

L'entrepreneur et ses sous-traitants qui effectuent des travaux sur un navire du Canada doivent respecter les normes de l'industrie, les règlements et les lois environnementales qui s'appliquent aux niveaux municipal, provincial et fédéral.

L'entrepreneur doit avoir des procédures détaillées pour répertorier, enlever, entreposer, transporter et éliminer tous les polluants possibles et les matières dangereuses afin de respecter les exigences susmentionnées.

Tous les certificats d'élimination des déchets doivent être remis au responsable de l'inspection et des exemplaires doivent être envoyés à l'autorité contractante. De plus, l'entrepreneur doit remettre

sur demande de l'autorité contractante des preuves supplémentaires du respect des lois et des règlements environnementaux municipaux, provinciaux et fédéraux.

L'entrepreneur doit disposer de procédures ou de plans d'intervention en cas d'éco-urgences. Les employés de l'entrepreneur et des sous-traitants doivent avoir reçu une formation appropriée en préparation aux situations d'urgence et organisation des secours. Le personnel de l'entrepreneur qui mène des activités susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement doit posséder les compétences nécessaires en raison de leurs études, de leur formation ou de leur expérience.

25. Approvisionnement en carburant et débarquement du carburant des navires du Canada *(Non utilisée)*

26. Modifications techniques ou travaux supplémentaires

Clause de guide des CCUA B5007C (2010-01-11) Modifications techniques ou travaux supplémentaires.

26.1 Ventilation de prix :

L'entrepreneur doit fournir, sur demande, une ventilation de prix pour tous les travaux imprévus, selon les activités individuelles précises, en fonction des domaines professionnels, des heures-personnes, du matériel, des contrats de sous-traitance et des services.

26.2. Prix établis au prorata :

Les heures et les prix correspondant aux travaux imprévus seront basés sur des renseignements historiques comparables, applicables à des travaux similaires effectués dans les mêmes installations, ou seront déterminés grâce à la répartition au prorata des coûts indiqués pour les travaux dans le contrat, lorsqu'ils seront exécutés dans des secteurs semblables du navire.

27. Équipement/Systèmes: Inspection/essai

Veuillez consulter l'annexe D pour les détails des inspections d'équipement et de systèmes ainsi que les exigences visant les essais.

28. Plan des essais et des inspections

L'entrepreneur doit, à l'appui de son plan qualité, mettre en œuvre un plan des essais et des inspections approuvées.

L'entrepreneur doit fournir, sans frais supplémentaires pour l'État, toutes les données d'essai pertinentes, toutes les données techniques, les pièces d'essai et les échantillons pouvant raisonnablement être demandés par le responsable de l'inspection pour vérifier s'ils sont conformes aux exigences contractuelles. L'entrepreneur doit expédier, à ses frais, ces données et pièces d'essai de même que ces échantillons à l'endroit indiqué par l'inspecteur.

Veuillez consulter l'annexe D pour connaître les détails visant le plan des essais et des inspections.

29. Garde du navire *(Non utilisée)*

30. Radoub du navire avec équipage

Clause du guide des CCUA A0032C (2011-05-16) Radoub du navire avec équipage

31. Réunion préalable aux travaux

Une réunion préalable aux travaux sera organisée et présidée par l'autorité contractante avant le début de la période des travaux.

32. Réunions

Les réunions d'avancement, présidées par l'autorité contractante, auront lieu aux installations de l'entrepreneur, au besoin, généralement une fois par mois. D'autres réunions pourront également être organisées. L'entrepreneur sera représenté à ces réunions, à tout le moins, par le chargé de projet, le directeur de la production (superviseur) et le directeur de l'assurance de la qualité. Les réunions d'avancement incorporeront généralement des réunions techniques devant être présidées par le responsable technique.

33. Travaux non complétés et acceptation

Le responsable de l'inspection, en collaboration avec l'entrepreneur, établira une liste des travaux en cours à la fin de la période des travaux. Cette liste formera les annexes au document officiel d'acceptation pour le navire. Une réunion d'achèvement du contrat sera organisée par le responsable de l'inspection à la date d'achèvement des travaux pour passer en revue et signer le document d'acceptation. Outre le montant retenu en vertu de la clause de retenue de la garantie, une retenue correspondant au double de la valeur estimative des travaux en cours s'appliquera jusqu'à l'achèvement des travaux.

Le document d'acceptation PWGSC-TPSGC 1205 doit être rempli en trois exemplaires et distribué de la façon suivante :

- a) l'original à l'autorité contractante de TPSGC
- b) une copie au responsable technique;
- c) une copie à l'entrepreneur.
- d) autorité contractante

34. Autorisations

L'entrepreneur doit obtenir et garder à jour tous les permis, licences ou certificats d'approbation requis pour exécuter les travaux en vertu des lois fédérales, provinciales ou municipales pertinentes. Tous les frais imposés en vertu de ces lois et règlements seront à la charge de l'entrepreneur. L'entrepreneur fournira sur demande au gouvernement du Canada une copie des permis, licence ou certificat susmentionné.

35. Déchets dangereux - navires

Clause du guide des CCUA A0290C (2008-05-12) Déchets dangereux - navires

36. Règlements concernant les emplacements du gouvernement

Clause du guide des CCUA A9068C (2010-01-11) Règlements concernant les emplacements du gouvernement

37. Rebutis et déchets

Clause du guide des CCUA A9055C (2010-08-16) Rebutis et déchets

38. Stabilité (Non utilisée)

39. Navire - accès du Canada (Non utilisée)

40. Titre de propriété - navire (Non utilisée)

41. Contrat de défense

Clause du guide des CCUA A9006C (2012-07-16) Contrat de défense

42. Limitation de la responsabilité de l'entrepreneur au titre de dommages subis par le Canada

1. Cet article s'applique malgré toute autre clause du marché et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Toute mention dans cet article de dommages causés par l'entrepreneur comprend les dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, et ses représentants et leurs employés.
2. Si la réclamation est fondée sur un contrat, un délit ou toute autre cause d'action, la responsabilité de l'entrepreneur pour tous les dommages causés au Canada par l'exécution ou l'inexécution du contrat est limitée à 10 000 000 \$ par incident ou occurrence, jusqu'à concurrence d'un montant annuel cumulatif de 20 000 000 \$, pour les pertes ou dommages causés au cours d'une année donnée d'exécution du contrat, chaque année commençant à la date d'entrée en vigueur du contrat ou à sa date d'anniversaire. Cette limite de la responsabilité de l'entrepreneur ne s'applique pas aux cas suivants :
 - a) toute violation des droits de propriété intellectuelle;
 - b) tout manquement aux obligations de garantie;
 - c) toute responsabilité du Canada envers un tiers découlant d'un acte ou d'une omission de l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution du contrat;
 - d) toute perte pour laquelle les polices d'assurance précisées dans le contrat ou toute autre politique d'assurance détenue par l'entrepreneur fournissent une couverture d'assurance.
3. Chaque partie convient qu'elle est pleinement responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers et qui sont reliés au contrat, que le tiers fasse la réclamation envers le Canada ou l'entrepreneur. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser ce montant au Canada.
4. Les parties conviennent que rien dans la présente ne vise à limiter les intérêts assurables de l'entrepreneur ni à limiter les montants pouvant par ailleurs être recouvrés au titre d'une police d'assurance. Les parties conviennent que si la couverture d'assurance nécessaire que l'entrepreneur doit contracter dans le cadre du présent contrat ou toute couverture d'assurance supplémentaire contractée par l'entrepreneur, selon la plus élevée, est supérieure à la limite de la responsabilité décrite à l'alinéa 2), les limites prévues dans la présente sont augmentées en conséquence, et l'entrepreneur sera responsable du montant le plus élevé si le produit de l'assurance est récupéré.

-
5. Si, à un moment ou à un autre, la responsabilité totale cumulative de l'entrepreneur pour toutes les pertes ou dommages subis par le Canada en raison de l'exécution ou de la non-exécution du contrat, à l'exception des responsabilités décrites aux alinéas 2 a), b), c) et d), dépasse 40 millions de dollars, chaque partie peut résilier le contrat en donnant un avis écrit à l'autre partie, et aucune des parties n'intentera une réclamation contre l'autre pour des dommages, des coûts, des profits escomptés ou toute autre perte découlant de la résiliation. Toutefois, une telle résiliation ou expiration du contrat ne pourra réduire ou résilier les responsabilités accumulées à la date d'entrée en vigueur de la résiliation, mais ces responsabilités sont sujettes aux limites précisées aux alinéas 1) à 4) ci-dessus.
 6. Conformément au présent article, la date de résiliation sera la date indiquée par le Canada dans son avis de résiliation, ou si c'est l'entrepreneur qui exerce le droit de résiliation, dans l'avis que le Canada fera parvenir à l'entrepreneur en réponse à cet avis. La date de résiliation devra être déterminée à la discrétion du Canada, jusqu'à un maximum de 12 mois après l'avis original de résiliation donné par l'une ou l'autre des parties, conformément au paragraphe 5 ci-dessus.
 7. Advenant une résiliation en vertu du présent article, le contrat demeurera automatiquement en vigueur, selon les mêmes modalités d'application, jusqu'à la date de résiliation, et l'entrepreneur convient qu'il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues dans les modalités de paiement (annexe B). Par ailleurs, la responsabilité de l'entrepreneur demeure la même que celle précisée aux paragraphes (1) à (4) ci-dessus.
 8. Les autres recours du Canada ne seront nullement limités, y compris le droit du Canada de résilier le contrat pour manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations en vertu du présent contrat, à moins que l'entrepreneur ait atteint la limite de sa responsabilité.

Solicitation No – N° de l'invitation Amd. No. – N° de la modif.
F3775-16N975/A
Client Ref No. – N° de réf. du client File No. – N° du dossier
F3775-16N975 QCL-6-39285

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

ANNEXE A

Devis technique

Voir Annexe électronique

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT

Ne pas remplir cette section. Cette section sera remplie à l'adjudication du contrat. Vous référer à l'Annexe "I" "Feuille de présentation de la soumission financière"

B1 Prix ferme du contrat

A)	Travaux prévus Pour les travaux prévus à la clause 1a) du contrat, précisés à l'annexe A, pour un PRIX FERME de :	_____ \$
B)	Taxes applicables	_____ \$
C)	Total prix ferme	_____ \$

B2 Travaux imprévus

Paiement pour les travaux imprévus :

L'entrepreneur sera payé pour les travaux imprévus, tel qu'autorisé par le Canada. Les travaux imprévus autorisés seront calculés comme suit :

Nombre d'heures (à négocier) X _____ \$, montant correspondant au tarif d'imputation horaire ferme de l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, y compris les frais généraux et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une marge bénéficiaire de 10 p. 100, ainsi que la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, s'il y a lieu, calculée à 5 p. 100 du coût total du matériel et de la main-d'œuvre. Le tarif d'imputation horaire ferme et la marge bénéficiaire sur le matériel demeureront fermes pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant.

B2.1 : Nonobstant les définitions ou les termes utilisés ailleurs dans le présent document ou dans le Système de gestion des coûts du soumissionnaire, lors de la négociation des *heures de travail* pour les travaux imprévus, TPSGC tiendra uniquement compte des heures de travail directement liées aux travaux pertinents. Les éléments des *frais de main-d'œuvre connexes* identifiés au point B2.2 ci-dessous ne seront pas négociés, mais seront inclus dans le prix des frais de main d'œuvre en conformité avec le paragraphe B2.2..

B2.2 : Une Indemnité pour les *frais de main-d'œuvre connexes* comme la gestion, la supervision directe, les achats, la manutention, l'assurance de la qualité et les rapports, les premiers soins, les inspections de dégazage et les rapports, et l'établissement de prévisions, sera incluse comme *frais généraux* pour établir le *tarif d'imputation pour la main-d'œuvre* inscrits à la ligne B2.

B2.3 : Le taux de majoration de 10 % pour les matériaux s'appliquera également aux coûts des contrats de sous-traitance. Le taux de majoration comprend toutes les indemnités pour la gestion des matériaux et de la sous-traitance qui n'entrent pas dans le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre. L'entrepreneur n'aura pas droit à une indemnité distincte pour l'achat et la manutention des matériaux ou pour l'administration de la sous-traitance.

ANNEXE C
EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCES

C.1 Assurance responsabilité des réparateurs de navires

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité de réparateurs de navires d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 10 000 000\$ par accident ou par incident
2. La police d'assurance responsabilité des réparateurs de navires doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Pêches et Océans Canada - Garde côtière canadienne et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu importe la cause.
 - c) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - d) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

C.2 Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 10 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

-
- b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - d) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - e) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - f) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - g) Responsabilité de l'employeur: Pour protéger l'entrepreneur de responsabilités provenant dans la gestion et l'administration de droits statutaire ou contractuels de ses employés.
 - h) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - i) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - j) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - k) Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
De plus, si l'entrepreneur décide de ne pas obtenir l'assurance responsabilité des réparateurs de navires, (voir C1 ci-haut) alors, l'assurance Assurance de responsabilité civile commerciale devra aussi inclure les avenants suivant:
 - a) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - b) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - c) Modification de l'exclusion sur les engins nautiques, pour inclure les activités de réparation accessoires effectuées à bord des engins nautiques.

ANNEXE D

INSPECTION/ASSURANCE DE LA QUALITÉ/CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

D.1 Plan des essais et des inspections

1. L'entrepreneur devra préparer un plan des essais et des inspections comprenant des plans individuels d'essais et d'inspection pour chaque spécification de ce projet, selon la norme de qualité et le plan de contrôle de la qualité. Le plan des essais et des inspections doit être remis au responsable de l'inspection aux fins d'examen et modifié par l'entrepreneur à la satisfaction du responsable de l'inspection.
 - a. Chaque plan individuel doit préciser tous les points d'inspection précisés dans la spécification technique en soulignant les points obligatoires qui doivent être vérifiés par le responsable de l'inspection et les autres points « d'arrêt » imposés par l'entrepreneur pour garantir la qualité des travaux.
 - b. Le contrat précise la date de livraison des principales étapes du plan des essais et des inspections. Toutefois, les plans individuels doivent être acheminés aux fins d'examen dès qu'ils sont prêts
2. Codage :
 - a. Chaque plan des essais et des inspections doit être codé aux fins d'identification pour démontrer clairement l'utilisation d'une approche systématique similaire à l'approche suivante (le système de l'entrepreneur doit être établi dans son plan de contrôle de la qualité) :
 - i. Préfixes pour les inspections et les essais :

Le préfixe « 1 » représente une inspection de l'entrepreneur; par exemple 1H-10-01, 1H-10-02;

le préfixe « 2 » représente un essai après réparation de l'entrepreneur; par exemple 2H-10-01; et

le préfixe « 3 » représente un essai après réparation de l'entrepreneur; par exemple 3H-10-01.
 - b. Codes de réparation des spécifications suivis par des numéros de séquence pour les processus d'inspection à l'intérieur de chaque code de réparation de la spécification;
 - c. Renvoi au numéro d'un document de vérification.
3. Critères visant le plan des essais et des inspections :

Les critères d'inspection, les procédures et les exigences sont stipulés dans les spécifications, les dessins, les ordres techniques et les normes de référence stipulées dans les spécifications. Les documents d'essais pourront également être inclus ou cités dans les spécifications. Un plan individuel des essais et des inspections est requis pour chaque élément des spécifications.

 - a. Tous les plans des essais et des inspections doivent être préparés par l'entrepreneur conformément aux critères susmentionnés, son plan de contrôle de la qualité et doivent fournir les renseignements de référence suivants :
 - i. le nom du navire;
 - ii. le numéro de l'élément de la spécification;

-
- iii. la description de l'équipement ou du système et un énoncé définissant le paramètre qui doit faire l'objet d'une inspection;
 - iv. une liste des documents pertinents cités ou précisés dans la procédure d'inspection;
 - v. les exigences en matière d'essai ou d'inspection précisées dans la spécification technique;
 - vi. les outils et l'équipement nécessaires pour effectuer l'inspection;
 - vii. les conditions environnementales dans lesquelles les inspections doivent être effectuées et les tolérances au chapitre des conditions d'inspection;
 - viii. une procédure détaillée de la façon dont chaque inspection doit être effectuée, les paramètres de conformité, les critères d'acceptation ou de rejet et l'inscription des résultats, des lacunes et des mesures correctrices requises;
 - ix. le nom et la signature de la personne qui a préparé le plan, la date de préparation et le niveau de modification;
 - x. le nom et la signature des personnes qui ont effectué l'inspection ou l'essai ou qui en ont été témoins.

4. Essais imposés par l'entrepreneur :

Les essais qui viennent s'ajouter à ceux que l'on retrouve dans la spécification technique doivent être approuvés par le responsable de l'inspection.

- a. Modifications : Les modifications visant les plans des essais et des inspections doivent être continues tout au long du réaménagement et refléter les exigences en matière d'inspection pour les travaux imprévus. Les modifications doivent être présentées au fur et à mesure, mais au moins à toutes les deux semaines.

D.2 Inspections

1. Les inspections doivent être effectuées conformément au plan des essais et des inspections présentés à l'autorité d'inspection.
2. L'entrepreneur doit fournir ses propres employés ou sous-traitants pour effectuer les inspections et les essais; mis à part le responsable technique ou le responsable de l'inspection qui peuvent être désignés dans les spécifications. Dans ce cas, l'entrepreneur doit s'assurer que ses propres employés soient présents pour appuyer les inspections ou les essais.
3. L'entrepreneur doit veiller à ce que les conditions énoncées dans le plan des essais et des inspections prévalent au début de chaque essai ou inspection et pendant toute leur durée.
4. L'entrepreneur doit veiller à ce que les employés nécessaires pour faire fonctionner l'équipement et pour prendre des notes pendant les essais et les inspections soient dûment informés et disponibles au début des essais et des inspections et pendant toute leur durée. Les gens de métier ou les inspecteurs de maintenance qui doivent apporter des ajustements ou des changements mineurs doivent être disponibles à court préavis.
5. L'entrepreneur doit coordonner les activités de tous les employés qui participent à chaque essai ou inspection et veiller à ce qu'ils se déroulent de façon sécuritaire.

D.3 Rapports et dossiers d'inspection

1. L'entrepreneur doit inscrire les résultats de chaque inspection dans le registre d'inspection ou sur les feuilles d'essai, le cas échéant. L'entrepreneur doit conserver des dossiers des inspections effectuées, conformément à la norme de qualité ou à son plan de contrôle de la qualité pour le projet.

2. Le représentant de l'entrepreneur au chapitre du contrôle de la qualité (et l'inspecteur de la maintenance, au besoin) doit apposer sa signature comme témoin des inspections ou des essais dans le registre des inspections. L'entrepreneur doit acheminer les originaux des dossiers d'inspection, ainsi que les feuilles d'essai dûment remplies au responsable de l'inspection, dans le dossier du certificat d'acceptation provisoire.
3. Les résultats des essais ou des inspections jugés insatisfaisants, pour lesquels des mesures correctrices ne peuvent pas être apportées dans le cadre normal de l'essai ou de l'inspection exigeront de l'entrepreneur qu'il en établisse la cause, à la satisfaction du responsable de l'inspection. Les représentants du Canada pourront participer à cette identification, au besoin.
4. L'entrepreneur doit présenter au responsable des inspections, par écrit, les mesures correctrices visant à supprimer la cause des inspections insatisfaisantes, aux fins d'approbation avant d'effectuer les réparations nécessaires et de reprendre les essais ou les inspections jugés insatisfaisants. Ces avis doivent être incorporés au registre final remis au responsable des inspections.
5. L'entrepreneur doit corriger les lacunes liées à ses installations ou aux réparations et ce, dès que possible. Il doit organiser ces réparations à ses propres risques.
6. L'entrepreneur doit reprendre les inspections jugées insatisfaisantes lorsque les réparations nécessaires ont été effectuées.
7. Les documents d'essais, d'inspection et de contrôle de la qualité qui prouvent le respect des exigences établies, y compris les dossiers de mesures correctrices, doivent être conservés par l'entrepreneur pendant une période de trois (3) ans à compter de la date d'achèvement du contrat et devront être remis au responsable de l'inspection, sur demande.

D.4 Processus d'essai et d'inspection

1. Dessins et bons de commande
 - a. Après avoir reçu deux (2) exemplaires de chaque dessin ou bon de commande, le responsable des inspections désigné en examine le contenu par rapport aux dispositions des spécifications. Lorsqu'il relève des divergences, le responsable de l'inspection prévient officiellement tous les intéressés par écrit, au moyen d'un avis de divergence. L'entrepreneur et les autres responsables de l'État doivent se consulter au sujet des divergences ainsi relevées.

Le responsable des inspections n'est PAS responsable de la correction des divergences.

2. Inspection
 - a. Sur réception et acceptation du plan des essais et des inspections de l'entrepreneur, l'inspection comportera un certain nombre de points, complétés par les autres inspections, essais, démonstrations et tests que le responsable de l'inspection désigné peut juger nécessaires pour pouvoir attester que les travaux ont été exécutés conformément aux dispositions de la spécification. L'entrepreneur doit faire connaître au responsable des inspections désigné la date à laquelle l'ouvrage pourra être inspecté, en lui donnant un préavis suffisant pour qu'il puisse prendre des mesures pour effectuer l'inspection voulue.

-
- b. Le responsable des inspections examine les matériaux, l'équipement et les travaux pour l'ensemble du projet par rapport aux dispositions de la spécification technique; lorsqu'il relève des cas de non-conformité, il établit les **RAPPORTS D'INSPECTION – DÉFECTUOSITÉS** pertinents.
 - c. Lorsqu'un contrat oblige à appliquer un système d'assurance et de contrôle de la qualité, le responsable des inspections doit exiger que l'entrepreneur lui fournisse un exemplaire de son rapport d'inspection interne se rapportant à l'ouvrage visé avant de procéder à l'inspection demandée. S'il faut demander à des tiers de faire des inspections conformément au contrat (par exemple, en faisant appel à un inspecteur de soudage agréé selon la norme BCS 178.2), les rapports doivent être déposés avant que le responsable de l'inspection examine les travaux.
 - d. Il faut mettre sur pied un système d'assurance et de contrôle de la qualité (AQ/CQ). Par conséquent, lorsqu'on présente au responsable des inspections, avant l'inspection, les documents confirmant que les travaux sont satisfaisants, mais que le responsable des inspections constate que ces travaux n'ont pas été examinés de manière satisfaisante, le responsable de l'inspection doit établir un Rapport d'inspection – défauts par rapport aux travaux et un autre rapport en ce qui concerne les lacunes du système d'AQ/CQ de l'entrepreneur.
 - e. Avant d'examiner des travaux, le responsable des inspections doit passer en revue les exigences relatives à ces travaux et les normes d'acceptation et/ou de rejet à appliquer. Lorsqu'il faut appliquer plusieurs normes ou exigences qui pourraient se contredire, le responsable des inspections doit consulter l'ordre de priorité des documents dans le contrat afin de connaître les normes ou exigences à appliquer d'abord.

3. Rapport d'inspection – défauts

- a. Il faut établir un Rapport d'inspection – défauts pour chaque cas de non-conformité relevé par l'inspecteur. Chaque rapport doit porter un numéro de référence unique, être signé et daté par le responsable des inspections et décrire le cas de non-conformité.
- b. Lorsque l'entrepreneur a corrigé le problème de non-conformité et que l'ouvrage a été inspecté de nouveau et accepté par le responsable des inspections, ce dernier complète le rapport en y ajoutant une mention pertinente, qu'il doit signer et dater.
- c. À la fin du projet, le contenu de tous les Rapports d'inspection – défauts qui n'ont pas été approuvés par le responsable des inspections est transcrit dans les documents d'acceptation avant que le responsable des inspections atteste ces documents.

4. Essais, tests et démonstrations

- a. Pour permettre au responsable des inspections d'attester que les travaux ont été exécutés de manière satisfaisante, conformément au contrat et aux spécifications, l'entrepreneur doit programmer, coordonner, exécuter et enregistrer l'ensemble des essais, des tests et des démonstrations précisés et exigés par le responsable des inspections.
- b. Lorsque la spécification fait état d'une exigence précise pour ce qui est de l'exécution d'un composant, d'un bien d'équipement, d'un système ou d'un sous-système, l'entrepreneur doit les soumettre à des essais à la satisfaction du responsable des inspections, pour démontrer qu'ils produisent le rendement spécifié et qu'ils fonctionnent conformément aux spécifications.
- c. Les essais, tests et démonstrations doivent se dérouler conformément à un calendrier logique et systématique, qui doit permettre de s'assurer qu'on met à l'épreuve tous les composants et biens d'équipement connexes avant la démonstration ou la mise à l'essai des sous-systèmes et que ces sous-systèmes sont mis à l'épreuve avant la démonstration ou la mise à l'essai des systèmes.

-
- d. Lorsque les spécifications ne comprennent pas d'exigences propres au rendement d'un composant, d'un bien d'équipement, d'un système ou d'un sous-système, l'entrepreneur doit faire la démonstration du rendement de ce composant, de ce bien d'équipement, de ce système ou de ce sous-système à la satisfaction du responsable des inspections.
 - e. L'entrepreneur doit soumettre son Plan des essais et inspections tel qu'indiqué en D.1 ci-haut.
 - f. L'entrepreneur doit coordonner chacun des essais, tests et démonstrations avec toutes les parties intéressées, dont le responsable des inspections, l'autorité contractante, le responsable technique, les administrations réglementaires, la société de classification et les sous-traitants, entre autres. Il doit donner au responsable des inspections et aux autres représentants de l'État un préavis d'au moins **cinq jours ouvrables** pour la tenue de chaque essai, test ou démonstration programmé.
 - g. L'entrepreneur doit conserver des relevés écrits sur l'ensemble des tests, des essais et des démonstrations effectués.
 - h. L'entrepreneur doit être en tous points, responsable du déroulement de l'ensemble des essais et des tests conformément aux exigences du contrat.
 - i. Le responsable de l'inspection et le responsable technique se réservent le droit de reporter le début ou la suite des tests en mer pour tout motif raisonnable, notamment les intempéries, la visibilité, une panne ou la détérioration de l'équipement, l'absence d'employés compétents et l'application insuffisante des normes de sécurité.

ANNEXE E

GARANTIE

Les modifications suivantes ont été incorporées 2030, besoins plus complexes de biens (2016-04-04) Supprimer la section 2030 22 (2014-09-25) Garantie et insérer le texte suivant:

E.1 Section 22 Garantie

1. À la discrétion du ministre, l'entrepreneur remplacera ou réparera à ses propres frais tout ouvrage fini (à l'exclusion des fournitures de l'État y étant incorporées) qui, par suite de quelque défaut ou inefficacité dans la fabrication, les matériaux ou le travail, est devenu défectueux ou ne répond pas aux exigences du contrat.
2. Nonobstant l'acceptation antérieure de l'ouvrage fini et sans restreindre la portée d'aucune autre clause du contrat ni de quelque condition, garantie ou stipulation implicitement ou explicitement prévue par la loi, l'entrepreneur garantit par la présente que les travaux suivants seront exempts de tout défaut et seront conformes aux exigences du contrat :
 - a. la peinture de la partie immergée de la coque durant une période de trois cent soixante-cinq (365) jours à partir de la date de sortie du bassin, sauf que l'entrepreneur ne sera tenu de réparer et/ou de remplacer les éléments en question que selon une valeur déterminée comme suit :

Le coût initial pour le Canada des travaux de peinture immergée, divisé par trois cent soixante-cinq (365) jours et multiplié par le nombre de jours restants dans la période de garantie. Le montant établi par ce calcul représentera le « crédit en dollars » dû au Canada par l'entrepreneur.

- b. tous les autres travaux de peinture durant une période de trois cent soixante-cinq (365) jours à partir de la date d'acceptation des travaux;
 - c. tous matériaux et pièces fournis par l'entrepreneur pour une période de trois cent soixante-cinq (365) jours à partir de la date d'acceptation des dites pièces ou matériaux;
 - d. tous les autres travaux durant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date d'acceptation des travaux, sauf que :
 - (i) la garantie portant sur les travaux liés à un système ou à de l'équipement qui n'est pas immédiatement mis en place ou en service continu sera d'une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date d'acceptation du navire;
 - (ii) la garantie portant sur tous les défauts, les écarts et les travaux en suspens énumérés dans le document d'acceptation à la livraison sera d'une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date d'acceptation subséquente de chaque article.
 3. Si plus d'une période de garantie s'applique conformément à ce qui précède à tout travaux, alors la garantie devra être pour la plus longue période.
 4. L'entrepreneur accepte de céder au Canada, et d'exercer au nom de celui-ci toutes les garanties portant sur le matériel fourni ou détenu par l'entrepreneur dont la durée excède les périodes précisées ci-dessus.

E.2 Procédures de garantie

E2.1 Portée

- a. Voici les procédures qui s'appliquent aux exigences particulières de garantie pour un navire, une fois le réaménagement effectué.

E2.2 Définition

- a. Il existe un certain nombre de définitions du terme « garantie » dont la plupart visent à décrire leur portée et leur application en droit. Nous fournissons ici l'une de ces définitions :

« Une garantie est une entente par laquelle la responsabilité d'un vendeur ou d'un fabricant à l'égard du rendement de son produit s'étend pour une période spécifique au-delà de la date à laquelle le produit passe aux mains de l'acheteur. »

E2.3 Conditions de garantie

- a. Les conditions générales du contrat aux fins de garantie des travaux de réaménagement sont définies dans les conditions générales 2030 besoins plus complexes de biens, de TPSGC. Ces conditions viennent s'ajouter aux clauses du contrat.
- b. Les périodes de garantie peuvent être stipulées dans plus d'une partie :
 - i. 90 jours à compter de la journée où le document d'acceptation 1205 de TPSGC est signé pour les travaux effectués par l'entrepreneur visant le réaménagement;
 - ii. 365 jours à compter de la date de désamarrage du navire pour les zones spécifiées de peinture en surface et sous-marine;
 - iii. 365 jours à compter de la journée où le document d'acceptation 1205 de TPSGC est signé pour les pièces et le matériel fournis par l'entrepreneur pour les travaux de réaménagement;
 - iv. toutes autres périodes spécifiques de garantie qui peuvent être exigées dans le contrat ou offertes par l'entrepreneur.
- c. Les conditions qui précèdent ne visent pas le traitement d'autres défauts directement liés à des problèmes du responsable technique de la nature suivante :
 - i. les éléments qui deviennent inutilisables qui ne faisaient pas partie des spécifications de réaménagement;
 - ii. les spécifications de réaménagement ou d'autres documents connexes qui exigent des modifications ou des corrections pour augmenter leur viabilité;
 - iii. les travaux exécutés directement pour le responsable technique.

E2.4 Déclaration des défauts aux fins de garantie

- a. Le but initial de la préparation d'un rapport de défaut vise à faciliter la décision de savoir s'il faut ou non y faire intervenir la notion de garantie et de prendre les mesures pour effectuer les réparations. Par conséquent, en plus de préciser le défaut, de préciser l'emplacement, etc., le rapport doit contenir des détails du défaut. Les décisions touchant la garantie, en règle générale, doit être prise à l'échelle locale et le processus administratif doit être conforme aux procédures établies.

-
- b. Ces procédures sont nécessaires car le fait d'invoquer une garantie ne signifie pas nécessairement que le garant effectuera automatiquement les réparations à ses propres frais. L'examen du défaut pourrait entraîner une renonciation de responsabilité. Par conséquent, il est essentiel que, lors de cet examen, le ministère soit directement représenté par un responsable technique compétent en mesure d'accepter ou de refuser les assertions du garant.

E2.5 Procédures

- a. Dès que les employés se rendent compte qu'un équipement ou qu'un système ne respecte pas les normes établies ou est devenu défectueux, il faut suivre les procédures suivantes aux fins d'enquête et de rapport :
- i. Les responsables du navire doivent aviser le responsable technique lorsqu'un défaut, considéré comme étant directement lié aux travaux de réaménagement, a été remarqué.
 - ii. Après examen de la spécification et du document d'acceptation, le responsable technique, en collaboration avec le personnel du navire, doit compléter les données de base et la section 1 du formulaire de réclamation au titre de la garantie et faire parvenir l'original à l'entrepreneur aux fins d'examen, avec copie à l'autorité contractante de TPSGC. Si cette dernière ou le responsable de l'inspection est incapable de justifier une mesure visant la garantie, le formulaire de réclamation de défaut doit être retourné à son auteur accompagné d'une brève justification. (Il est à remarquer que dans ce dernier cas, TPSGC avisera l'entrepreneur de sa décision et aucune autre mesure ne sera requise de la part de l'entrepreneur.)

Les défauts en vertu de la garantie peuvent être communiqués par courrier, par télécopieur ou par courriel, selon la méthode la plus appropriée.

- iii. Si l'entrepreneur accepte l'entière responsabilité des réparations, il doit remplir les sections 2 et 3 du formulaire de réclamation, le retourner au responsable de l'inspection, qui confirmera que les mesures correctrices ont été prises et qui distribuera des exemplaires du formulaire au responsable technique et à l'autorité contractante de TPSGC.
- b. Si l'entrepreneur conteste la réclamation ou accepte d'en partager la responsabilité, il doit remplir la section 2 du formulaire de réclamation, et fournir les renseignements appropriés et le faire parvenir à l'autorité contractante, qui en distribuera des exemplaires aux personnes nécessaires.
- c. Lorsque l'entrepreneur conteste une réclamation de défaut lié à la garantie, le responsable technique peut prendre les dispositions nécessaires pour que les ressources internes corrigent le défaut ou que les travaux soient donnés en sous-traitance. Tous les coûts connexes doivent être surveillés et notés et pourront être imputés à l'entrepreneur par TPSGC. Le coût des matériaux et de la main-d'œuvre consacrés à la correction du défaut devront être inscrits à la section 5 du formulaire de réclamation de défaut par le responsable technique, qui fera parvenir le formulaire à l'autorité contractante de TPSGC, à des fins de suivi. Les pièces d'équipement défectueuses doivent être conservées jusqu'au règlement de la réclamation.
- d. L'équipement défectueux visé par une réclamation possible de garantie ne doit pas normalement être enlevé avant que le représentant de l'entrepreneur ait eu l'occasion d'observer le défaut. Les travaux nécessaires doivent être entrepris en suivant les méthodes habituelles de réparation; les coûts pertinents doivent être notés distinctement et pourront être imputés à l'entrepreneur par TPSGC.

E2.6 Responsabilité

- a. L'entente entre l'autorité contractante, le responsable de l'inspection, le responsable technique et l'entrepreneur entraînera l'un des résultats suivants :
 - i. L'entrepreneur accepte l'entière responsabilité des frais de réparation en vertu des dispositions de garantie du contrat;
 - ii. Le responsable technique accepte l'entière responsabilité des réparations concernant l'élément visé; ou
 - iii. L'entrepreneur et le responsable technique acceptent de partager la responsabilité des coûts de réparation de l'élément inutilisable, auquel cas l'autorité contractante de TPSGC négociera la meilleure entente possible de partage des coûts.
- b. Dans l'éventualité d'un désaccord, comme le stipule le paragraphe 5c TPSGC prendra les dispositions nécessaires avec l'entrepreneur, alors que le responsable technique informera ses cadres supérieurs en leur fournissant les données pertinentes et des recommandations.
- c. Le coût total de traitement des réclamations de garantie doit inclure les frais de déplacement et d'hébergement des employés de l'entrepreneur et tenir compte des contraintes opérationnelles et du temps d'arrêt de l'équipement et des systèmes. Par conséquent, l'autorité contractante/le responsable de l'inspection et le responsable technique discuteront du coût de la main-d'œuvre et du matériel requis pour la prise des mesures correctives, en vue de déterminer la meilleure solution.

E2.7 Période de vérification et de réparation visée par la garantie

- a. Dans la mesure du possible, une période à quai doit être prévue juste avant l'expiration de la période de garantie de 90 jours. Cette période vise à fournir le temps nécessaire pour effectuer les réparations visées par la garantie et leur vérification par l'entrepreneur.
- b. En ce qui a trait à la peinture de la partie immergée de la coque, si elle devient défectueuse pendant la période de garantie, l'entrepreneur devra uniquement en assurer la réparation pour la valeur suivante :

« Coûts initiaux pour le Canada pour la peinture et la préservation de la partie immergée de la coque divisés par trois cent soixante-cinq (365) jours et multipliés par le nombre de jours qu'il reste à la période de garantie de trois cent soixante-cinq (365) jours. Le montant qui en résultera représentera le « crédit en dollars » du Canada imputable à l'entrepreneur. »

- c. Le système de peinture sous-marine avant l'expiration de la garantie, doit être vérifié par des plongeurs. Le responsable technique doit prendre les dispositions nécessaires à l'inspection et aviser l'autorité contractante de tout résultat préjudiciable.

Solicitation No – N° de l'invitation Amd. No. – N° de la modif.
F3775-16N975/A
Client Ref No. – N° de réf. du client File No. – N° du dossier
F3775-16N975 QCL-6-39285

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

Appendice 1 de l'Annexe E



Public Works and Government
Services Canada

Travaux publics et Services
gouvernementaux Canada

Warranty Claim Réclamation De Garantie

Vessel Name – Nom de navire	File No. – N° de dossier	Contract No. - N ° de contrat
Customer Department – Ministère client		Warranty Claim Serial No. Numéro de série de réclamation de garantie
Contractor – Entrepreneur		<u>Effect on Vessel Operations</u> <u>Effet sur des opérations de navire</u> Critical Degraded Operational Non-operational Critique Dégradé Opérationnel Non-opérationnel

1. Description of Complaint – Description de plainte

Contact Information – l'information de contact

Name – Nom

Tel. No. – N ° Tél

Signature – Signature

Date

2. Contractor's Investigative Report – Le rapport investigateur de l'entrepreneur

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

Contractor's Name and Signature – Nom et signature de l'entrepreneur

Client Name and Signature - Nom et signature de client

Signature – Signature

Part – Partie 2 of – de 2 / Page **42** of - de **61**

Solicitation No – N° de l'invitation Amd. No. – N° de la modif.
F3775-16N975/A
Client Ref No. – N° de réf. du client File No. – N° du dossier
F3775-16N975 QCL-6-39285

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

ANNEXE F

GARDE DU NAVIRE

(NON UTILISÉE)

Solicitation No – N° de l'invitation Amd. No. – N° de la modif.
F3775-16N975/A
Client Ref No. – N° de réf. du client File No. – N° du dossier
F3775-16N975 QCL-6-39285

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

ANNEXE G

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

(NON UTILISÉE)

Solicitation No – N° de l’invitation Amd. No. – N° de la modif.
F3775-16N975/A
Client Ref No. – N° de réf. du client File No. – N° du dossier
F3775-16N975 QCL-6-39285

Buyer ID – id de l’acheteur
qcl 036

ANNEXE H

SERVICES DE GESTION DE PROJET

(NON UTILISÉE)

ANNEXE I
FEUILLE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION FINANCIÈRE

I1 Prix pour évaluation

A)	Travaux prévus Pour les travaux prévus à la clause 1.2 de la Partie 1, précisés à l'annexe A et détaillés à l'Appendice 1 de la présente annexe - Feuilles de renseignements sur les prix, pour un PRIX FERME ((A) + (B) + (C) + (D) + (E)) de :	\$
B)	Travaux imprévus <i>Frais de main-d'œuvre</i> de l'entrepreneur : Nombre estimatif d'heures-personnes au <i>tarif d'imputation</i> ferme pour la main-d'œuvre, y compris les frais généraux et les bénéfices: 1500 hrs personnes X _____ \$ de l'heure pour un PRIX de: Voir I2.1 et I2.2 ci-dessous.	\$
C)	PRIX POUR ÉVALUATION Taxes applicable Exclue [A) + B)] : Soit un PRIX POUR ÉVALUATION de :	\$

I2 Travaux imprévus

L'entrepreneur sera rémunéré comme suit pour les travaux imprévus autorisés par le ministre :

«Nombre d'heures (à négocier) X \$ _____ montant correspondant à votre *tarif d'imputation horaire* ferme pour la main-d'œuvre, y compris les *frais généraux* et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajouté une marge bénéficiaire de 10%, ainsi que la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, s'il y a lieu, du coût total du matériel et de la main-d'œuvre Le *tarif d'imputation horaire* ferme et la marge bénéficiaire sur le matériel demeureront ferme pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant. »

I2.1 : Nonobstant les définitions ou les termes utilisés ailleurs dans le présent document ou dans le Système de gestion des coûts du soumissionnaire, lors de la négociation des *heures de travail* pour les travaux imprévus, TPSGC tiendra uniquement compte des heures de travail directement liées aux travaux pertinents. Les éléments des *frais de main-d'œuvre connexes* identifiés au point I2.2 ci-dessous ne seront pas négociés, mais seront pris en compte en conformité au paragraphe I2.2. Il incombe donc au soumissionnaire d'inscrire des chiffres dans le tableau susmentionné afin qu'il reçoive une juste rémunération, indépendamment de la structure de son Système de gestion des coûts.

I2.2 : Une Indemnité pour les *frais de main-d'œuvre connexes* comme la gestion, la supervision directe, les achats, la manutention, l'assurance de la qualité et les rapports, les premiers soins, les inspections de dégazage et les rapports, et l'établissement de prévisions, sera incluse comme *frais généraux* pour établir le *tarif d'imputation pour la main-d'œuvre* inscrits à la ligne I2 ci-dessus.

I2.3 : Le taux de majoration de 10% pour les matériaux s'appliquera également aux coûts des contrats de sous-traitance. Le taux de majoration comprend toutes les indemnités pour la gestion des matériaux et de la sous-traitance qui n'entrent pas dans le *tarif d'imputation* pour la main-d'œuvre. L'entrepreneur n'aura pas droit à une indemnité distincte pour l'achat et la manutention des matériaux ou pour l'administration de la sous-traitance.

**APPENDICE 1 DE L'ANNEXE I
FEUILLE DE PRIX PAR ARTICLE**

Travaux prévus (NGCC Caporal Kaeble & Constable Teather)

FEUILLE DE PRIX PAR ARTICLE (A) CAPORAL KAEBLE & (B) CONSTABLE TEATHER		
Article	Description	Prix Fixe
1 à 11	CAPORAL KAEBLE	
		\$
1 à 11	CONSTABLE TEATHER	
		\$
(A) TRAVAUX PRÉVUS – NGCC CAPORAL KAEBLE & (B) TRAVAUX PRÉVUS – NGCC CONSTABLE TEATHER		
PRIX TOTAL FERME :		\$

Travaux Optionnels (A. Leblanc, Constable Carriere & Private Robertson) :

FEUILLE DE PRIX PAR ARTICLE (C) A. LEBLANC & (D) CONSTABLE CARRIERE & (E) PRIVATE ROBERTSON		
Article	Description	Prix Ferme
1 à 11	A. LEBLANC	
		\$
1 à 11	CONSTABLE CARRIERE	
		\$
1 à 11	PRIVATE ROBERTSON	
		\$
(C) TRAVAUX OPTIONNELS – NGCC A. LEBLANC & (D) TRAVAUX OPTIONNELS – NGCC CONSTABLE CARRIERE & (E) TRAVAUX OPTIONNELS – NGCC PRIVATE ROBERTSON		
PRIX TOTAL FERME :		\$

Note: TPSGC se réserve le droit irrévocable d'exercer tous les travaux optionnels ou en parties.

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux, qui sont décrits à l'**annexe A** du contrat selon les mêmes conditions et aux prix et(ou) aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur. Une période de préparation d'au moins **12 semaines** avant le début des travaux sera donné à l'entrepreneur.

TOTAL (A) + (B) TRAVAUX PRÉVUE NGCC CAPORAL KEABLE & NGCC CONSTABLE TEATHER	TOTAL (C) + (D) + (E) TRAVAUX OPTIONNELS NGCC A. LEBLANC, NGCC CONSTABLE CARRIERE & NGCC PRIVATE ROBERTSON	COÛT TOTAL FERME DES TRAVAUX CONNUS ((A) + (B) + (C) + (D) + (E))
\$	\$	\$

Solicitation No – N° de l'invitation Amd. No. – N° de la modif.
F3775-16N975/A
Client Ref No. – N° de réf. du client File No. – N° du dossier
F3775-16N975 QCL-6-39285

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

FEUILLE DE RENSEIGNEMENT SUR LES PRIX (A) NGCC CAPORAL KAEBLE		
Article	Description	Prix Ferme
	10.4 Modification électrique Équipements et matériaux divers = _____ \$: Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.4: _____ \$	
	10.5 Modification de la tuyauterie et de la ventilation Équipements et matériaux divers = _____ \$: Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.5: _____ \$	
	10.6 Modification de la barre de retenue de chaudron Équipements et matériaux divers = _____ \$: Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.6: _____ \$	
	10.7 Installation de l'équipement Outils et matériaux divers = _____ \$: Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.7: _____ \$	
	Total pour l'article 10 :	\$
11	Recouvrement de plancher (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.) Prix pour pièces, équipements et matériaux uniquement (Incluant tous les accessoires et composantes connexes) Enlèvement du plancher existant : _____ \$ Couche de base : _____ \$ Couche intermédiaire : _____ \$ Couche epoxy Dex-o-tex : _____ \$ Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$ Total pour l'article 11: _____ \$	
(A) TRAVAUX PRÉVUS NGCC CAPORAL KAEBLE – PRIX TOTAL FERME :		\$

FEUILLE DE RENSEIGNEMENT SUR LES PRIX (B) NGCC CONSTABLE TEATHER		
Article	Description	Prix Ferme
1 à 6	Remarques Générales (Notes générales, portée des travaux, références, produit livrable, confidentialité) (Le soumissionnaire peut inscrire 0,00\$ ou indiquer 'inclus' si les frais pour cet article sont distribués dans chacun des articles ici-bas. Si non un montant doit être indiqué dans la case prix.) <p style="text-align: right;">Total pour les articles 1 à 6 :</p>	\$
7	Rapport sur le changement de poids <p style="text-align: right;">Total pour l'article 7 :</p>	\$
8 et 9	Équipement à fournir (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.) Prix pour équipements (Incluant tous les accessoires et composantes connexes) Modules en acier inoxydable = _____ \$ Plaque de cuisson à induction commerciale = _____ \$ Four Garland 230 Volts Modèle Combi-oven OES 6.10 mini ou équivalent = _____ \$ Accessoires du Four Garland ou équivalent = _____ \$ Autres équipements = _____ \$ <p style="text-align: right;">Total pour la fourniture d'équipement :</p>	\$
10	Travaux d'enlèvement et d'installation des équipements (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.) 10.1 Démantèlement Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: <p style="text-align: right;">Total pour article 10.1:</p> 10.2 Modification pour conformité incendie Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: <p style="text-align: right;">Total pour article 10.2:</p>	\$

Solicitation No – N° de l'invitation Amd. No. – N° de la modif.
F3775-16N975/A
Client Ref No. – N° de réf. du client File No. – N° du dossier
F3775-16N975 QCL-6-39285

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

FEUILLE DE RENSEIGNEMENT SUR LES PRIX (B) NGCC CONSTABLE TEATHER		
Article	Description	Prix Ferme
	10.4 Modification électrique Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.4: _____ \$	
	10.5 Modification de la tuyauterie et de la ventilation Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.5: _____ \$	
	10.6 Modification de la barre de retenue de chaudron Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.6: _____ \$	
	10.7 Installation de l'équipement Outils et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.7: _____ \$	
	Total pour l'article 10 :	_____ \$
11	Recouvrement de plancher (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.) Prix pour pièces équipements et matériaux uniquement (Incluant tous les accessoires et composantes connexes) Enlèvement du plancher existant : _____ \$ Couche de base : _____ \$ Couche intermédiaire : _____ \$ Couche epoxy Dex-o-tex : _____ \$ Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$ Total pour l'article 11: _____ \$	
(B) TRAVAUX PRÉVUS NGCC CONSTABLE TEATHER – PRIX TOTAL FERME :		_____ \$

Travaux Optionnels (A. Leblanc, Constable Carriere & Private Robertson) :

FEUILLE DE RENSEIGNEMENT SUR LES PRIX (C) NGCC A. LEBLANC		
Article	Description	Prix Ferme
1 à 6	Remarques Générales (Notes générales, portée des travaux, références, produit livrable, confidentialité) (Le soumissionnaire peut inscrire 0,00\$ ou indiquer 'inclus' si les frais pour cet article sont distribués dans chacun des articles ici-bas. Si non un montant doit être indiqué dans la case prix.) Total pour les articles 1 à 6 :	\$
7	Rapport sur le changement de poids Total pour l'article 7 :	\$
8 et 9	Équipement à fournir (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.) Prix pour équipements (Incluant tous les accessoires et composantes connexes) Modules en acier inoxydable = _____ \$ Plaque de cuisson à induction commerciale = _____ \$ Four Garland 230 Volts Modèle Combi-oven OES 6.10 mini ou équivalent = _____ \$ Accessoires du Four Garland ou équivalent = _____ \$ Autres équipements = _____ \$ Total pour la fourniture d'équipement :	\$
10	Travaux d'enlèvement et d'installation des équipements (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.) 10.1 Démantèlement Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour article 10.1:	\$
	10.2 Modification pour conformité incendie Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour article 10.2:	\$

Solicitation No – N° de l'invitation Amd. No. – N° de la modif.
F3775-16N975/A
Client Ref No. – N° de réf. du client File No. – N° du dossier
F3775-16N975 QCL-6-39285

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

FEUILLE DE RENSEIGNEMENT SUR LES PRIX (C) NGCC A. LEBLANC		
Article	Description	Prix Ferme
	10.4 Modification électrique Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.4: _____ \$	
	10.5 Modification de la tuyauterie et de la ventilation Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.5: _____ \$	
	10.6 Modification de la barre de retenue de chaudron Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.6: _____ \$	
	10.7 Installation de l'équipement Outils et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.7: _____ \$	
	Total pour l'article 10 :	_____ \$
11	Recouvrement de plancher (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.) Prix pour pièces équipements et matériaux uniquement (Incluant tous les accessoires et composantes connexes) Enlèvement du plancher existant : _____ \$ Couche de base : _____ \$ Couche intermédiaire : _____ \$ Couche epoxy Dex-o-tex : _____ \$ Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$ Total pour l'article 11: _____ \$	
(C) TRAVAUX OPTIONNELS NGCC A. LEBLANC – PRIX TOTAL FERME :		_____ \$

FEUILLE DE RENSEIGNEMENT SUR LES PRIX (D) NGCC CONSTABLE CARRIERE		
Article	Description	Prix Ferme
1 à 6	Remarques Générales (Notes générales, portée des travaux, références, produit livrable, confidentialité) (Le soumissionnaire peut inscrire 0,00\$ ou indiquer 'inclus' si les frais pour cet article sont distribués dans chacun des articles ici-bas. Si non un montant doit être indiqué dans la case prix.) <p style="text-align: right;">Total pour les articles 1 à 6 :</p>	\$
7	Rapport sur le changement de poids <p style="text-align: right;">Total pour l'article 7 :</p>	\$
8 et 9	Équipement à fournir (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.) Prix pour équipements (Incluant tous les accessoires et composantes connexes) Modules en acier inoxydable = _____ \$ Plaque de cuisson à induction commerciale = _____ \$ Four Garland 230 Volts Modèle Combi-oven OES 6.10 mini ou équivalent = _____ \$ Accessoires du Four Garland ou équivalent = _____ \$ Autres équipements = _____ \$ <p style="text-align: right;">Total pour la fourniture d'équipement :</p>	\$
10	Travaux d'enlèvement et d'installation des équipements (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.) 10.1 Démantèlement Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: <p style="text-align: right;">Total pour article 10.1:</p> 10.2 Modification pour conformité incendie Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: <p style="text-align: right;">Total pour article 10.2:</p>	\$

Solicitation No – N° de l'invitation Amd. No. – N° de la modif.
F3775-16N975/A
Client Ref No. – N° de réf. du client File No. – N° du dossier
F3775-16N975 QCL-6-39285

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

FEUILLE DE RENSEIGNEMENT SUR LES PRIX (D) NGCC CONSTABLE CARRIERE		
Article	Description	Prix Ferme
	10.4 Modification électrique Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.4: _____ \$	
	10.5 Modification de la tuyauterie et de la ventilation Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.5: _____ \$	
	10.6 Modification de la barre de retenue de chaudron Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.6: _____ \$	
	10.7 Installation de l'équipement Outils et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.7: _____ \$	
	Total pour l'article 10 :	\$
11	Recouvrement de plancher (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.) Prix pour pièces équipements et matériaux uniquement (Incluant tous les accessoires et composantes connexes) Enlèvement du plancher existant : _____ \$ Couche de base : _____ \$ Couche intermédiaire : _____ \$ Couche epoxy Dex-o-tex : _____ \$ Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$ Total pour l'article 11: _____ \$	
(D) TRAVAUX OPTIONNELS NGCC CONSTABLE CARRIERE – PRIX TOTAL FERME :		\$

FEUILLE DE RENSEIGNEMENT SUR LES PRIX (E) NGCC PRIVATE ROBERTSON		
Article	Description	Prix Ferme
1 à 6	Remarques Générales (Notes générales, portée des travaux, références, produit livrable, confidentialité) (Le soumissionnaire peut inscrire 0,00\$ ou indiquer ‘inclus’ si les frais pour cet article sont distribués dans chacun des articles ici-bas. Si non un montant doit être indiqué dans la case prix.) <div style="text-align: right;">Total pour les articles 1 à 6 :</div>	\$
7	Rapport sur le changement de poids <div style="text-align: right;">Total pour l’article 7 :</div>	\$
8 et 9	Équipement à fournir (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.) Prix pour équipements (Incluant tous les accessoires et composantes connexes) Modules en acier inoxydable = _____ \$ Plaque de cuisson à induction commerciale = _____ \$ Four Garland 230 Volts Modèle Combi-oven OES 6.10 mini ou équivalent = _____ \$ Accessoires du Four Garland ou équivalent = _____ \$ Autres équipements = _____ \$ <div style="text-align: right;">Total pour la fourniture d’équipement :</div>	\$
10	Travaux d’enlèvement et d’installation des équipements (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.) 10.1 Démantèlement Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d’œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: <div style="text-align: right;">Total pour article 10.1:</div> 10.2 Modification pour conformité incendie Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d’œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: <div style="text-align: right;">Total pour article 10.2:</div>	\$

Solicitation No – N° de l'invitation Amd. No. – N° de la modif.
F3775-16N975/A
Client Ref No. – N° de réf. du client File No. – N° du dossier
F3775-16N975 QCL-6-39285

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

FEUILLE DE RENSEIGNEMENT SUR LES PRIX (E) NGCC PRIVATE ROBERTSON		
Article	Description	Prix Ferme
	10.4 Modification électrique Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.4: _____ \$	
	10.5 Modification de la tuyauterie et de la ventilation Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.5: _____ \$	
	10.6 Modification de la barre de retenue de chaudron Équipements et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.6: _____ \$	
	10.7 Installation de l'équipement Outils et matériaux divers = _____ \$: Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$: Total pour l'article 10.7: _____ \$	
	Total pour l'article 10 :	\$
11	Recouvrement de plancher (Les frais généraux reliés à cet article doivent être distribués dans chacun des sous-articles.) Prix pour pièces équipements et matériaux uniquement (Incluant tous les accessoires et composants connexes) Enlèvement du plancher existant : _____ \$ Couche de base : _____ \$ Couche intermédiaire : _____ \$ Couche epoxy Dex-o-tex : _____ \$ Prix pour la main d'œuvre : Taux horaire : _____ \$/heure x _____ heures = _____ \$ Total pour l'article 11: _____ \$	
(E) TRAVAUX OPTIONNELS NGCC PRIVATE ROBERTSON – PRIX TOTAL FERME :		_____ \$

Solicitation No – N° de l'invitation Amd. No. – N° de la modif.
F3775-16N975/A
Client Ref No. – N° de réf. du client File No. – N° du dossier
F3775-16N975 QCL-6-39285

Buyer ID – id de l'acheteur
qcl 036

Note: TPSGC se réserve le droit irrévocable d'exercer tous les travaux optionnels ou en parties.

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux, qui sont décrits à l'**annexe A** du contrat selon les mêmes conditions et aux prix et(ou) aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur. Une période de préparation d'au moins **12 semaines** avant le début des travaux sera donné à l'entrepreneur.

TOTAL (A) + (B) TRAVAUX PRÉVUE NGCC CAPORAL KEABLE & NGCC CONSTABLE TEATHER	TOTAL (C) + (D) + (E) TRAVAUX OPTIONNELS NGCC A. LEBLANC, NGCC CONSTABLE CARRIERE & NGCC PRIVATE ROBERTSON	COÛT TOTAL FERME DES TRAVAUX CONNUS ((A) + (B) + (C) + (D) + (E))
_____ \$	_____ \$	_____ \$

ANNEXE K

FEUILLES D’INFORMATIONS TECHNIQUES

Toutes les cases en **ombragées** doivent être complétées.

Critère d’évaluation technique no.1 Expérience pertinente de l’entreprise		No. de Projet	1
Titre du projet :			
Valeur du projet :			
Référence de l’utilisateur/client :	Nom de l’organisation à qui le système a été vendu (client du soumissionnaire) :		
	Représentant du client :		
	Téléphone du client :		
	Courriel du client :		
Dates du projet :	Date de début	Date de fin	
Description du projet et résultat final :			

ANNEXE K

FEUILLES D’INFORMATIONS TECHNIQUES

Toutes les cases en **ombragées** doivent être complétées.

Critère d’évaluation technique no.1 Expérience pertinente de l’entreprise		No. de Projet	2
Titre du projet :			
Valeur du projet :			
Référence de l’utilisateur/client :	Nom de l’organisation à qui le système a été vendu (client du soumissionnaire) :		
	Représentant du client :		
	Téléphone du client :		
	Courriel du client :		
Dates du projet :	Date de début	Date de fin	
Description du projet et résultat final :			

ANNEXE K

FEUILLES D'INFROMATIONS TECHNIQUES

Toutes les cases en **ombragées** doivent être complétées.

Critère d'évaluation technique no.2 Démontrer que le four proposé rencontre les critères d'équivalence suivant		
Marque proposée		Modèle proposé
Critère d'équivalence	Description	Page de référence de la soumission
2a- Poids du four	lbs	
2b- Homologation du four		
2c- Fonction vapeur et convection		
2d- Écran tactile intégré		
2e- Mode de nettoyage automatique		
2f- Capacité minimale d'utilisation de tablettes		
2g- Dimension des tablettes		

Critère d'évaluation technique no.3 Démontrer que la plaque de cuisson proposée rencontre les critères d'équivalence suivant		
Marque proposée		Modèle proposé
Critère d'équivalence	Description	Page de référence de la soumission
3a- Puissance de chaque surface de chauffage de la plaque de cuisson	Watts /	
3b- Homologation du la plaque de cuisson		
3c- Capacité (dimension) de la surface de cuisson		
3d- Protection de la plaque de cuisson		

F3775-16IN375

MODIFICATION DE CUISINE

NAVIRE CLASSE HÉRO

F3775-16IN375

19 DÉCEMBRE, 2016

Énoncé DE BESOIN

Table des matières

1	Liste des Acronymes	3
2	NOTES GÉNÉRALES	4
3	Portée des travaux.....	12
4	Référence	12
5	Produits livrables	13
6	Confidentialité	13
7	Rapport de poids ajouté et enlevé du navire.....	13
8	Matériel fourni par le Canada	14
9	Équipement	14
10	Besoins en matière d'installation	15
11	Recouvrement de plancher	16
12	Cuisine existante.....	17

1 Liste des Acronymes

AC	Autorité contractuelle (TPSGC)
AI	Autorité de l'Inspection – Inspecteur technique (GCC)
AT	Autorité technique – Représentant du propriétaire (GCC)
BCS	Bureau canadien du soudage
CCT	Code canadien du travail
CSA	Association canadienne de normalisation - ACNOR
CWB	Bureau Canadien de soudage
FS	Fiche signalétique
GCC	Garde côtière canadienne
IEEE	Institute of Electrical and Electronic Engineers
LHT	Longueur hors-tout
MFE	Matériel fourni par l'entrepreneur
MFG	Matériel fourni par le Gouvernement
MPO	Ministère des Pêches et des Océans
MSSF	Manuel de Sécurité et de Sureté de la Flotte
RD	Représentant détaché
RST	Représentant des services techniques
SC	Santé Canada
SCT	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
SGSS	Système de gestion de la sécurité et de la sureté
SIMDUT	Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail
SMTC	Sécurité Maritime de Transports Canada
SST	Santé et sécurité au travail
TPSGC	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

2 NOTES GÉNÉRALES

2.1 Identification

2.1.1 Ces notes générales précisent les exigences de la GCC qui s'appliquent à toutes les spécifications techniques qui suivent.

2.2 Références

2.2.1 Règlementation et documentation qui s'appliquent:

Procédures MSSF	Titre	Ci-inclus Oui/Non
7.B.2.	Travail en hauteur et sur les murailles	Non
7.B.3	Programme de prévention des risques	
7.D.9	Entrée dans des espaces clos	Non
7.B.4	Travail à chaud	Oui
7.B.5	Verrouillage et identification	Oui
7.F.6	Manutention, entreposage et élimination des matières dangereuses	Non
7.F.9	Peinture et autres revêtements	Non
7.F.10	Contrôle de l'usage des halocarbures à bord des navires	Non
7.F.12	Qualité de l'eau potable	Non
10.A.2	Responsabilité des entrepreneurs	Non
Particulier au navire	Particulier au navire - Plan de gestion de l'amiante	Non
Publications		
TP3177F	Normes pour la protection contre les dangers que présentent les gaz sur les navires devant être réparés ou modifiés	Non
T127F	Normes d'électricité régissant les navires	Non
IEEE 45	Pratique recommandée pour les installations électriques à bord des navires	Non

70-000-000-EU-JA-001	Spécification pour l'installation d'équipement électronique à bord des navires	Disponible à: GCC/STI
CSA W47.1	Certification des compagnies de soudage par fusion de l'acier	Oui
CSA W47. 2	Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium	Non
CSA W59	Construction soudée en acier (soudage à l'arc)	Non
CSA W59.2	Construction soudée en aluminium	Non
Lois		
LMMC	Loi sur la marine marchande du Canada	Non
CLC	Code canadien du travail	Non
Règlements		
SSTN	Règlement sur la sécurité et la santé au travail (navires)	

2.3 Santé et sécurité au travail

- 2.3.1 L'entrepreneur et tous les sous-traitants doivent suivre les procédures de santé et de sécurité au travail (SST) conformément aux règlements de SST fédéraux et provinciaux afin que les activités de l'entrepreneur soient faites d'une manière sécuritaire et qu'elles ne compromettent la sécurité d'aucun membre du personnel.
- 2.3.2 L'entrepreneur et les employés de l'entrepreneur, y compris tous les sous-traitants, doivent assister à une séance d'orientation de sécurité du navire avant le début de tout travail afin de familiariser les employés de l'entrepreneur avec les dangers particuliers au navire et avec ses systèmes de permis pour les protocoles de travail ainsi qu'avec les procédures pour la sécurité, pour la prévention des risques, pour l'intervention en cas de dangers et pour les évaluations de sécurité avant-travail. L'entrepreneur aura accès à une copie non-contrôlée du Manuel de sécurité et de sûreté de la Flotte.
- 2.3.3 L'entrepreneur doit se conformer au Manuel de sécurité et de sûreté de la flotte, MPO/5737, ainsi qu'aux Instructions de travail à bord du navire, en plus des

prescriptions pertinentes du Code canadien du travail lors de l'exécution des travaux portant sur ce qui suit :

Travail à chaud;

Travail en hauteur;

Entrée dans des espaces clos;

Dégazage avant l'entrée dans des espaces clos et pour le travail à chaud;

Verrouillage et identification;

Évaluation de la sécurité avant-travail.

2.3.4 Pour fins de la procédure sur le Verrouillage et identification, l'entrepreneur doit fournir des serrures et des dispositifs de blocage pour les employés de l'entrepreneur en plus de ceux fournis par le chef mécanicien pour l'équipage du navire.

2.3.5 L'entrepreneur et ses employés n'auront pas accès aux salles de toilettes ou aux salons de l'équipage. L'entrepreneur doit fournir les installations d'usage nécessaires pour ses employés et ses sous-traitants selon le besoin.

2.4 Accès au lieu de travail

2.4.1 L'entrepreneur doit s'assurer que le personnel de l'AT et de la GCC a un accès illimité au lieu de travail en tout temps pendant la durée du contrat.

2.5 Système d'information sur les matières dangereuses au travail (SIMDUT)

2.5.1 L'entrepreneur doit fournir l'AT avec les fiches signalétiques de produit (FS) pour tout produit sujet au contrôle SIMDUT qu'il aura fourni.

2.5.2 L'AT fournira à l'entrepreneur un accès aux fiches signalétiques pour tous les produits contrôlés à bord du navire et qui pourraient servir dans tout item de travail de la spécification.

2.6 L'usage du tabac en milieu de travail

2.6.1 L'entrepreneur doit assurer la conformité avec la Loi sur la santé des non-fumeurs. L'entrepreneur s'assurera que tout employeur ou toute personne agissant pour le compte d'un tel employeur, veille à ce que tous s'abstiennent de fumer dans n'importe quel espace de travail sous le contrôle de l'employeur. L'entrepreneur doit s'assurer qu'il n'y a absolument aucun usage du tabac à bord du navire.

2.7 Lieu de travail propre et sans danger

2.7.1 Au cours de la période de travail, l'entrepreneur doit maintenir dans un état propre et sans débris, les parties du navire utilisées par son personnel pour accéder aux endroits où ils doivent effectuer un travail et supprimer les déchets quotidiennement.

2.7.2 Les zones qui présentent un danger en raison du travail effectué d'après la spécification doivent être sécurisées et clairement identifiées par l'entrepreneur, incluant l'affichage

servant à avertir et à protéger tout le personnel du danger existant conformément aux exigences pertinentes du Code canadien du travail.

- 2.7.3 À la fin du contrat, l'entrepreneur doit débarrasser le navire de tout déchet créé par l'exécution des travaux et remettre le navire à un état de propreté égal à celui qui existait au début de la période sous contrat.
- 2.7.4 Une fois que tous les travaux prédéterminés sont achevés et qu'un dernier nettoyage a été fait, le représentant de l'entrepreneur en matière de garantie de la qualité (GQ), l'AT et l'AI feront ensemble une tournée d'inspection du navire pour visiter tous les endroits où un travail a été effectué par l'entrepreneur. Toutes lacunes ou tous dommages ainsi notés seront enregistrés et comparés aux images numériques captées auparavant. L'entrepreneur doit corriger entièrement à ses frais tous dommages ou toute lacune qui lui est imputable suite aux travaux contractuels qu'il a entrepris; aucune partie des frais n'ira au compte de la GCC.

2.8 Protection contre l'incendie

- 2.8.1 L'entrepreneur doit s'assurer que l'isolement, l'enlèvement et l'installation des systèmes de détection et d'extinction d'incendie, ou de toute composante de ces systèmes, sont faits par un technicien qualifié. Lorsqu'un système de détection ou d'extinction d'incendie est désactivé par l'entrepreneur pendant le contrat, celui-ci doit ensuite être certifié de nouveau comme étant pleinement fonctionnel par un technicien qualifié. Une copie du certificat original, signée et datée, doit être livrée à l'AT et l'AI avant la fin du contrat.
- 2.8.2 L'entrepreneur doit aviser l'AT et l'AI et obtenir l'approbation écrite de l'AT avant de déranger, d'isoler, de désactiver, d'interrompre ou d'exclure n'importe quelle partie des systèmes de détection et/ou d'extinction d'incendie, y compris les détecteurs de fumée et de chaleur.
- 2.8.3 L'entrepreneur doit assurer la protection contre l'incendie en tout temps, y compris quand quelqu'un travaille sur les systèmes de détection et/ou d'extinction d'incendie du navire. Cela peut être accompli comme il est suggéré ci-dessous et seulement avec l'autorisation écrite de l'AT :

2.8.3.1 *par la désactivation d'une seule partie d'un système à la fois;*

2.8.3.2 *par le maintien du système à l'aide de pièces de rechange pendant que les travaux sont en cours;*

2.8.3.3 *par d'autres moyens acceptables et approuvés par l'AT.*

- 2.8.4 L'entrepreneur doit noter que s'il ne prend pas les précautions nécessaires alors qu'il effectue un travail, soit sur les systèmes d'extinction d'incendie du navire, ou soit près de ceux-ci, il pourrait causer une décharge accidentelle de l'agent extincteur. L'entrepreneur doit, à ses frais, faire remplir et certifier de nouveau les récipients ou les systèmes ainsi vidés lors de ces travaux.

2.9 Retouche/Peinture affectée

- 2.9.1 Sauf sous indication contraire, tout nouvel acier et/ou tout acier affecté doit recevoir deux couches d'apprêt marin, compatible avec le schéma de recouvrement en peinture du navire.
- 2.9.2 L'entrepreneur doit préparer tout nouvel acier ou tout acier affecté selon les normes du fabricant de la peinture avant de peindre.

2.10 Employés de la GCC et autres sur le navire

- 2.10.1 Les employés de la GCC ou du MPO et autres travailleurs tels les agents de fabricants et/ou les experts de SMTC ou des sociétés de classification peuvent exécuter des travaux autres que ceux compris dans ces énoncés de travail à bord du navire durant la durée de ce contrat. L'AT fera tout pour assurer que ces travaux et/ou les inspections/examens qui en découlent ne gênent pas le travail de l'entrepreneur. L'entrepreneur n'est pas responsable d'arranger les inspections connexes ou de défrayer celles-ci, sauf indication au contraire.

2.11 Inspections réglementaires et/ou examens de classification

- 2.11.1 L'entrepreneur doit faire les appels et fixer l'horaire de toute inspection réglementaire et/ou la visite de classification par l'autorité responsable : c'est-à-dire SMTC, SC, Environnement Canada ou autres personnes requises par le cahier des charges.
- 2.11.2 Toute documentation générée par les inspections/visites mentionnées ci-dessus et qui démontre que celles-ci ont bel et bien eu lieu (c.-à-d. originaux des certificats, signés et datés) doit être fournie à l'AT avec des copies à l'AI.
- 2.11.3 L'entrepreneur ne doit pas substituer les inspections réglementaires ou les visites de classification par des inspections faites par l'AT ou l'AI.
- 2.11.4 L'entrepreneur doit fournir en temps opportun un préavis (minimum de 24 heures) des inspections réglementaires/visites de classification à l'AT et à l'AI afin qu'ils puissent assister à l'inspection/visite.

2.12 Résultats des tests et recueil des données

- 2.12.1 L'entrepreneur doit élaborer un plan de tests et d'essais qui doit inclure, au minimum, tous les tests et les essais énoncés dans le cahier des charges. Ce plan doit être offert à l'AT et l'AI pour leur approbation une semaine avant le début des tests et des essais prévus à l'origine.
- 2.12.2 Tous les tests, toutes les mesures, tous les étalonnages et toutes les lectures doivent être enregistrés, signés par la personne qui prend les mesures, datés et fournis dans un format rapport en copie électronique et sur papier – à l'AT, à l'AI et à la SMTC.
- 2.12.3 Les dimensions portées au registre doivent être d'une précision de trois (3) décimales (sauf avis contraire) dans le système de mesure en usage courant à bord du navire.
- 2.12.4 L'entrepreneur doit fournir à l'AT et à l'AI les certificats d'étalonnage récents et en vigueur pour toute l'instrumentation utilisée dans le plan des tests et des essais, démontrant que les instruments de mesure concernés ont été étalonnés conformément aux instructions du fabricant.
- 2.12.5 Les rapports imprimés seront reliés dans des reliures à trois anneaux standards, dactylographiés sur papier à lettre et indexés selon la numérotation de la spécification.

Les copies électroniques seront conservées sous format “Adobe PDF” sans verrouillage et fournies sous forme de CD-ROM. L’entrepreneur fournira trois copies sur papier et une copie électronique de chaque rapport.

- 2.12.6 Toute la documentation provenant de la période du contrat doit être incorporée dans un recueil de données qui sera remis à l’AT et à l’AI à la fin de la période du contrat.

2.13 Outils et matériaux fournis par l’entrepreneur

- 2.13.1 L’entrepreneur doit s’assurer que tous les matériaux sont à l’état neuf et n’ont jamais été utilisés.
- 2.13.2 L’entrepreneur doit s’assurer que les matériaux de rechange tels les étoupes, l’emballage, l’isolation, la petite quincaillerie, les huiles, les lubrifiants, les solvants de nettoyage, les agents de conservation, les peintures, les revêtements, etc. sont conformes aux dessins du fabricant de l’équipement, des guides ou des instructions.
- 2.13.3 Là où aucun article particulier n’est spécifié ou, là où une substitution doit être faite, l’AT doit approuver par écrit l’article substitué. L’entrepreneur doit fournir les informations sur les matières utilisées – certificat de classement et de la qualité de divers matériaux - à l’AT avant l’utilisation.
- 2.13.4 L’entrepreneur doit fournir tous les équipements, tous les engins, tout le matériel et tous les outils tels les grues, les échafauds, les plates-formes et les gréements nécessaires pour mener à bien les travaux mentionnés dans cette spécification.
- 2.13.5 L’entrepreneur doit fournir un service d’évacuation des déchets pour toute huile, tout déchet huileux, tout autre matière dangereuse, ou toute ordure sujette à un contrôle qui résulte des travaux prescrits par cette spécification. Il fournira aussi les certificats d’élimination des ordures pour tout déchet mentionné ci-haut et ces certificats devront démontrer que l’élimination a été faite selon les directives fédérales, provinciales et municipales en cours.

2.14 Outils et matériaux fournis par le Gouvernement

- 2.14.1 Tous les outils seront fournis par l’entrepreneur sauf indication contraire dans la spécification technique.
- 2.14.2 Là où les outils sont fournis par l’AT, ils seront retournés par l’entrepreneur dans le même état que lorsqu’ils ont été empruntés. Les outils empruntés doivent être inventoriés et l’entrepreneur doit signer un accusé de réception sur le fait et les retourner à l’AT.
- 2.14.3 Tout matériel fourni par le gouvernement (GSM) doit être reçu par l’entrepreneur et stocké dans un entrepôt ou un magasin sécurisé ayant un environnement contrôlé bien adapté à l’équipement selon les instructions du fabricant.

2.15 Familiarisation aux entrepreneurs

- 2.15.1 Tout le personnel travaillant sur la base de la Garde Côtière canadienne de Sorel doit faire une séance de familiarisation et signer le formulaire 10.A.7. Il y aura deux séances de familiarisation. La première séance aura lieu la journée de la réunion de début des travaux et la seconde peut être arrangé avec l’entrepreneur. Les séances de

familiarisation seront données par un employé de la Garde Côtière canadienne. Chaque séance aura une durée de 2 heures.

2.16 Zones à accès restreint

- 2.16.1 Autre que pour la sécurité ou pour fins de travaux requis par le cahier des charges, l'entrepreneur n'a pas le droit d'entrer dans les endroits suivants : toutes les cabines, les bureaux, les ateliers, le bureau des mécaniciens, la timonerie, la salle de contrôle, toutes les toilettes, la cuisine, les réfectoires, les salons et tout autre secteur dont l'accès est restreint par signalisation.
- 2.16.2 L'entrepreneur doit avertir l'AT au moins 24 heures à l'avance avant d'entreprendre des travaux dans les espaces habités ou dans les bureaux. Ces délais fourniront à la GC le temps nécessaire pour évacuer son personnel et assurer la sécurité dans ces locaux.

2.17 Inspections par l'entrepreneur et protection du lieu de travail et de l'Équipement

- 2.17.1 L'entrepreneur doit coordonner une inspection de la condition et de l'emplacement des éléments à enlever avec l'AT et l'AI avant d'effectuer le travail spécifié ou d'accéder à un emplacement pour effectuer ce travail.
- 2.17.2 L'entrepreneur doit réparer, à ses frais, tout dommage qui résulte de ses actions lors de l'exécution de ses travaux et qui peut être imputé à sa performance. Tout matériel utilisé dans un remplacement ou une réparation doit respecter les critères pour le matériel fourni par l'entrepreneur tel qu'indiqué ci-dessus dans la section Outils et matériel fournis par l'entrepreneur.
- 2.17.3 L'entrepreneur doit protéger tous les équipements et toutes les régions avoisinantes contre les dommages. Les aires de travail doivent être protégées contre l'inondation et les fuites d'eau, les débris causés par le sablage, la soudure, etc. Des bâches de protection temporaires doivent être posées au-dessus des aires de travail.

2.18 Enregistrement des travaux en cours

- 2.18.1 L'AT et l'AI peuvent enregistrer les travaux en cours à l'aide de divers moyens y compris, mais non de façon limitative, la photographie et la vidéo.

2.19 Liste des espaces clos

- 2.19.1 L'entrepreneur peut demander une liste des espaces clos du navire lors de la rencontre qui précède le radoub.

2.20 Peintures À base de plomb et revêtements de peinture

- 2.20.1 L'entrepreneur n'utilisera pas de peintures à base de plomb.
- 2.20.2 Les navires de la GCC ont été recouverts de peinture à base de plomb par le passé et il se peut donc que certains travaux faits par l'entrepreneur tels le meulage, la soudure ou les travaux à chaud puissent extraire le plomb de ces peintures. L'entrepreneur doit s'assurer que les enduits dans les aires de travail affectées soient examinés pour toute

teneur en plomb et s'assurer que le travail est effectué conformément aux règlements fédéraux et provinciaux qui s'appliquent.

- 2.20.3 L'entrepreneur doit faire preuve de l'approbation de produit par SC pour les peintures de carènes contrôlées par SC et l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire.

2.21 Matières contenant de l'amiante

- 2.21.1 L'entrepreneur n'utilisera aucune matière qui contient de l'amiante.
- 2.21.2 La manutention de toute matière contenant de l'amiante sera faite par des personnes formées et qualifiées en l'élimination de l'amiante conformément aux règlements des gouvernements fédéral, provincial et municipal en cours ainsi que conformément au MSSF. L'entrepreneur doit fournir à l'AT et à l'AI les certificats montrant que l'enlèvement du navire de tout matériel contenant de l'amiante a été fait conformément aux règlements en cours des gouvernements fédéral, provincial ou municipal.

2.22 Matériel et équipement retirés

- 2.22.1 Tout le matériel retiré à la suite de cette spécification demeure la propriété de la GCC, à moins d'instruction contraire dans la section des spécifications.

2.23 Certification de la soudure

- 2.23.1 Pour tout travail nécessitant l'application de soudage par fusion pour les constructions en acier, l'entrepreneur et/ou les soudeurs des sous-traitants doivent être certifiés par le Bureau canadien de soudage conformément aux normes ACNOR W47.1-03, dernière révision – Certification des entreprises pour le soudage par fusion de l'acier, Certification de Division niveau 2 au minimum. Des copies des certifications (y compris celles des soudeurs) seront remises à l'AT et à l'AI. Toute activités de soudage sera faite conformément au document de soudure de la garde côtière canadienne

2.24 Installations électriques

- 2.24.1 Toutes les installations électriques et les réparations doivent être effectuées selon les dernières révisions du TP127F - Normes d'électricité régissant les navires- de la Sécurité maritime de Transports Canada et de la norme 45- Recommended Practice for electrical installation on ships – de la IEEE.

2.25 Alimentation en électricité

- 2.25.1 La GCC doit permettre à l'entrepreneur l'utilisation d'un nombre limité de prises électriques de 115 v C.A., 1 phase, 15 ampères pour la durée du contrat et ce en fonction de la capacité du réseau.

3 Portée des travaux

3.1 Contexte

- 3.1.1 L'ergonomie de la cuisine du navire est compromise. Ceci est attribuable à la hauteur des plaques de cuisson. Un navire est une plateforme qui est appelée à bouger soudainement et les besoins d'entreposage et de cuisson sécuritaire doivent prendre cela en compte

3.2 Objectifs.

- 3.2.1 L'entrepreneur doit installer 4 surfaces de cuisson installer un nouveau module qui doit s'intégrer au reste de la cuisine et remplacer le four existant par un four combi.

3.3 Besoin

- 3.3.1 Les navires de la garde côtière de la classe Hero ont besoin d'une transformation de cuisine pour permettre une meilleure ergonomie. Le besoin est de baisser les plaques de cuisson et d'avoir l'utilisateur plus près des plaques. Un besoin important est d'accéder facilement à entrer et sortir des plats du four.

3.4 Considération de poids

- 3.4.1 L'entrepreneur doit livrer un rapport présentant le poids qui est ajouté à bord et le poids qui est retiré.

4 Référence

4.1

Document	Title	Inclus oui/Non
Plan		
AF6101-89940-01	Arrangement general	
AF NS1003 sh3	Galley Kitchen exhaust hood fire suppression system layout plan	
AF6095-32000-01 sh 4	Single Line Diagram	
Publications		
GI-SH/IN 3500	Guide d'installation Garland Induction	
Standards		
TP 127 F	Normes d'électricité régissant les navires	
IEEE standard 45	Recommended practice for electrical installations on shipboard	
ASTM F1166	Standard practice for Human engineering	
Regulations		
IEEE standard 45	Lloyd's special Service Craft 2016	
	Loi sur la marine marchande du Canada, 2001	
	Recommended practice for electrical installation on shipboard	

5 Produits livrables

5.1 Plaques de cuisson à Induction

5.2 Four

5.3 Meuble en acier inoxydable

5.4 Plan électrique

5.5 Revêtement de plancher

5.6 Rapport de changement de poids

6 Confidentialité

- 6.1.1 L'entrepreneur accepte de garder confidentielle et de ne divulguer aucune information recueillie par l'intermédiaire des affectations ou les connaissances liées aux affectations en suspens. La seule exception est que l'information confidentielle reçue par l'entrepreneur peut être divulguée à ses employés si, et seulement dans cette mesure, la divulgation d'une telle information est nécessaire pour effectuer les tâches de ces gens directement lié au travail dans le cadre de ce contrat.

7 Rapport de poids ajouté et enlevé du navire.

7.1 Portée

- 7.1.1 Les navires du type MSPV sont sensibles aux ajouts de poids. Les matériaux ajoutés ou retirés doivent être notés ainsi que leurs poids respectifs.

7.2 Description Technique

- 7.2.1 L'entrepreneur doit peser tout le matériel qui est ajouté au navire et ce par item du devis. L'entrepreneur doit aussi peser tous les items qui sont retirés du navire.

7.3 Livrable

- 7.3.1 Un rapport doit être livré à l'autorité technique.

8 Matériel fourni par le Canada

- 8.1.1 1 four Garland combi 230 volt (Noter qu'il s'agit d'un four total et non un par navire)

9 Équipement

9.1 Module d'acier inoxydable

- 9.1.1 Module d'acier inoxydable doit être fixé à la structure du navire. Les portes doivent être conçues pour une plate-forme mobile.
- 9.1.2 La surface de comptoir doit avoir un rebord pour retenir les liquides voir figure 3 et avoir un dossier qui monte le mur de 3".
- 9.1.3 Les meubles de rangement doivent être faits d'acier inoxydable 304-4 cal16. Tous les éléments qui sont joints doivent être placés en considération du nettoyage des surfaces et des renversements.
- 9.1.4 La hauteur des surfaces de travail doit être d'environ 36" pour permettre un travail facile avec des éléments de cuisson.
- 9.1.5 L'entrepreneur doit montrer dans sa soumission quelle sera la transition entre l'ancien comptoir et la nouvelle section plus basse ou si l'ensemble des comptoirs sera descendu.
- 9.1.6 Une ventilation doit être intégrée dans le module pour permettre une circulation d'air adéquate pour les plaques à induction ainsi que le four. Cette ventilation doit être faite selon les recommandations d'installation du fabricant de l'équipement.
- 9.1.7 Des pare-éclaboussures doivent être incluses et installées de part et d'autre de l'espace pour les plaques de cuisson.

9.2 Four

- 9.2.1 L'entrepreneur doit fournir un four qui a les performances et dimensions du Garland Combi-oven mini OES 6.10 mini Easy touch.
- 9.2.2 Les contrôles du four combi doivent être à la hauteur des yeux de l'utilisateur.
- 9.2.3 L'évacuation de la vapeur du four lorsque la porte sera ouverte en cours d'utilisation doit être considérée et montrée dans la proposition.
- 9.2.4 Le drain pour la vapeur doit être installé pour se vidanger dans le système d'eau grise du navire.
- 9.2.5 L'entrepreneur doit fournir les pièces suivantes avec le four

Convothem Convo clean Hands Free automatic cleaning system (including 10 liters convo care and set of connectors and hoses)
Convo Care solution 2 x 10 liters
Convo Clean solution 2 x 10 liters
Wire shelf 13" x 21 " stainless steel for 6.10 made by oven manufacturer (2 of)
12" x 20 " baking frying basket, electropolished (2 of)
Chicken rack 8 chicken capacity 12" x 20" (p/n 3030196 from garland)

Combi grill rack 12" x 20" aluminium with silicon alloy (p/n 3030196)

9.3 Plaques à induction

- 9.3.1 La surface chauffante à induction doit être de grade commercial.
- 9.3.2 Les plaques chauffantes doivent avoir un contrôle de surchauffe.
- 9.3.3 La surface chauffante à induction doit être de type encastrable.
- 9.3.4 Il doit y avoir 4 surfaces de chauffe avec une puissance de 3.5KW ou plus chacun.
- 9.3.5 La disposition des 4 éléments à induction doit permettre l'utilisation de 4 chaudrons de 15" de diamètre en même temps.

10 Besoins en matière d'installation

10.1 Démentellement

- 10.1.1 L'entrepreneur doit démonter les équipements qui seront à changer de la cuisine existante.
- 10.1.2 L'entrepreneur doit retirer la longue armoire de la cuisine. Voir figure 1 à gauche.

10.2 Éléments pour considération

- 10.2.1 L'entrepreneur doit faire les travaux de façon à garder une cuisine opérationnelle pendant la durée des travaux (Sorel et Burlington).

10.3 Incendie

- 10.3.1 L'entrepreneur doit démontrer de quelle façon son installation répond aux contraintes de protection contre les incendies. Donner les distances entre les plaques et la hotte avec protection. Si des modifications au système d'incendie sont requises cela doit être compris dans le prix.
- 10.3.2 L'entrepreneur doit démontrer que l'installation permet d'arrêter les éléments de cuisson plaques et four lorsque le système de protection fixe est activé.

10.4 Électricité

- 10.4.1 La cuisine existante a un four qui est alimenté avec 230V 3 phase avec un disjoncteur de 40 A et les 3 plaques à induction présentes sont alimentées par deux transformateur de 230V à 208 volts d'où des disjoncteurs sont installés; deux de 20A et 1 de 15A.
- 10.4.2 L'entrepreneur doit retirer les transformateurs présents pour les plaques à induction et utiliser l'alimentation de 230V.
- 10.4.3 L'entrepreneur doit utiliser des électriciens autorisés pour faire du travail marin pour faire la connexion des appareils.
- 10.4.4 L'entrepreneur doit fournir le matériel et la main-d'œuvre pour faire les connections.
- 10.4.5 L'entrepreneur doit retirer un transformateur qui est présent sur le système.

10.5 L'eau drain et la ventilation

- 10.5.1 L'entrepreneur doit raccorder l'eau potable avec des matériaux qui sont approuvés pour utilisation avec eau potable et un drain pour l'installation du four combinaison vapeur et

convection. L'évent du four doit être installé de sorte à ne pas créer de la chaleur et humidité supplémentaire dans les aires de travail.

10.6 Fixation

- 10.6.1 L'entrepreneur doit fixer tout le matériel pour une plateforme mobile. Un exemple est l'utilisation de portes pour empêcher les objets de sortir sans retenu.
- 10.6.2 Aucun bouton de remise en fonction (reset), ou autres bouton ou levier, ne doit être caché et inaccessible.
- 10.6.3 Un système de retenue pour les chaudrons doit être installé pour toutes les plaques à induction.

10.7 Installation de l'équipement

- 10.7.1 L'entrepreneur doit installer l'équipement conformément aux recommandations du fabricant. Une considération spéciale doit être prise par rapport aux espaces nécessaires pour la ventilation.
- 10.7.2 L'entrepreneur doit faire la finition des surfaces d'acier inoxydable de façon à ne pas avoir d'espace où la nourriture pourrait se loger. Les comptoirs doivent être soudés de façon continue.
- 10.7.3 L'entrepreneur doit installer le système de nettoyage automatique selon les instructions du fabricant.
- 10.7.4 L'entrepreneur doit finir les cloisons (murs) aux endroits où de l'équipement est enlevé. Par exemple pas mais exclusivement à l'endroit où la longue armoire est retirée.

10.8 Limitation d'accès

- 10.8.1 L'entrepreneur doit noter que la porte pour avoir accès au navire est de 27 ¾" x 55 ¼" ; le corridor d'accès est d'une largeur de 25 ¼" et la porte de la cuisine est de 27 ¼" de largeur.

11 Recouvrement de plancher

- 11.1.1 L'entrepreneur doit retenir les services d'une compagnie qui se spécialise en revêtement de plancher.
- 11.1.2 Le plancher doit être refait avec un recouvrement de type Dex-O –tex ou équivalent, de la même couleur que le revêtement actuel. L'application doit être faite pour que les grilles de drains puissent être retirées et remises en place.
- 11.1.3 L'entrepreneur doit créer ou maintenir une pente pour permettre le drainage de liquide vers le drain de plancher.
- 11.1.4 L'entrepreneur est responsable de protéger contre les dommages toutes les surfaces pendant les travaux.
- 11.1.5 L'entrepreneur doit appliquer une texture nettoyable et antidérapante. Le recouvrement doit monter pour 3 pouces sur les surfaces verticales ou jusqu'à un arrêt qui accepte avec l'autorité technique.
- 11.1.6 L'entrepreneur doit faire la préparation du sous-plancher pour les zones où le mobilier a changé et l'emprunte au sol est différente. Par exemple à l'endroit où la

F3775-16IN375

longue armoire est retirée. Le coup de pied doit être en continu pour que l'eau ne puisse s'insérer sous le mobilier.

11.1.7 L'entrepreneur devra refaire les trois couches soit une couche de base, une épaisseur de sous-plancher, et une couche de dex o tex ou équivalent avec les flocons.

Entrepreneur référence. Pour installation Sorel

Pelletier Deco Surface

5000, rue des Replats

Québec G2J 1N2

Tél. : 418 624-1290

12 Cuisine existante



Figure 1: Cuisine actuelle

F3775-16IN375



Figure 2: hotte de cuisinière



Figure 3: rebord de comptoir et dossieret